

Novembre 2013

# La révolution de l'information en Afrique : Implications pour la criminalité, le maintien de l'ordre et la sécurité des citoyens

Par Steven Livingston

UN PAPIER DE RECHERCHE DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE



## **Centre d'études stratégiques de l'Afrique**

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique soutient les politiques étrangères et de sécurité des États-Unis en renforçant les capacités stratégiques des pays africains à identifier et relever des défis en matière de sécurité de façon à favoriser la coopération civilo-militaire, le respect des valeurs démocratiques et la protection des droits de l'homme.

# La révolution de l'information en Afrique : Implications pour la criminalité, le maintien de l'ordre et la sécurité des citoyens

par Steven Livingston

*Papier de recherche du  
Centre d'études stratégiques de l'Afrique  
N° 5*

Washington, D.C.  
Novembre 2013

Les opinions, conclusions et recommandations, exprimées ou implicites, de ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du département de la Défense ou de tout autre organisme du gouvernement fédéral des États-Unis. Approuvé pour distribution publique ; distribution illimitée.

Des extraits de ce rapport peuvent être cités ou reproduits sans permission à condition que la source soit créditée. Merci de transmettre à titre gracieux à CESA un exemplaire de toute réimpression ou tout ouvrage mentionnant le présent rapport.

Première impression : Novembre 2013.

ISSN 2164-4241 (imprimé)

ISSN 2164-4101 (version électronique)

Pour d'autres publications du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, veuillez consulter le site Internet du CESA à l'adresse suivante : <http://africacenter.org>.

## Contenu

|  |    |
|--|----|
| Résumé analytique .....  | 1  |
| La criminalité et la stabilité en Afrique .....  | 5  |
| La confiance du public dans les forces de police africaines .....  | 10 |
| La corruption de la police et la détérioration de la reddition de<br>comptes .....                                 | 15 |
| L'apparition des Mungik .....  | 20 |
| L'impunité et la violence politique .....  | 23 |
| Le rôle des TIC dans la lutte contre la criminalité en<br>Afrique .....  | 26 |
| L'essor et l'utilité générale des TIC en Afrique .....   | 26 |
| Viabilité de l'action collective rendue possible par les TIC pour<br>lutter contre la criminalité en Afrique ..... | 40 |
| Recommandations .....  | 42 |
| Notes .....  | 53 |
| Remerciements .....  | 58 |
| Au sujet de l'auteur .....   | 60 |



## Résumé analytique

La criminalité violente représente la menace la plus immédiate pour la sécurité personnelle de la plupart des Africains. Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, 36 % de tous les homicides enregistrés à travers le monde se produisent en Afrique. Avec 17 meurtres pour 100 000 habitants, le taux d'homicide de l'Afrique est deux fois plus élevé que la moyenne mondiale. Les taux concernant les vols et les viols en Afrique dépassent également les moyennes mondiales. La situation est pire dans les zones urbaines et un grand nombre des habitants des villes africaines s'inquiètent « souvent » de la criminalité.

Le risque de criminalité violente a des implications pour le développement, la gouvernance et la stabilité de l'Afrique. Selon des propriétaires d'entreprises privées, la criminalité est l'un des principaux facteurs qui inhibent l'investissement sur le continent. Les parents décident de ne pas envoyer leurs enfants à l'école pour ne pas leur faire courir de risques dans des zones où le taux de criminalité est élevé. Les pays ayant des taux plus élevés de criminalité violente ont tendance à faire moins de progrès dans la réduction de la pauvreté et l'expansion du développement.

Il existe un rapport étroit entre la menace que représente la criminalité violente et la faiblesse d'un grand nombre des forces de police africaines. Elles sont souvent insuffisamment financées, dotées en personnel et entraînées. Des sondages indiquent que la majorité des Africains ne voient que rarement des policiers et qu'ils ne considèrent donc pas la police comme une source de protection. En plus de ne pas se montrer efficace dans la lutte contre la criminalité, la police reçoit une formation inadéquate qui contribue à son comportement non professionnel. Dans certains cas, les policiers participent activement à des actes criminels. Dans d'autres, la corruption s'est généralisée au sein de la police. Dans d'autres encore, les policiers ont recours à la violence extrajudiciaire pour intimider et contraindre des criminels présumés, des

témoins possibles et même des victimes. Cela fait naître une très grande méfiance envers la police dans de nombreux pays africains.

La gravité du problème posé par la criminalité s'est accrue avec l'urbanisation rapide et l'expansion des bidonvilles dépourvus des services essentiels, y compris d'une présence policière. Dans de nombreuses agglomérations urbaines, ce vide a été comblé par des gangs et des organisations criminelles qui se livrent à des extorsions, des enlèvements et des violences à l'encontre des populations locales et en tirent un profit. Ces gangs sont parfois protégés par des policiers et des politiciens corrompus. À mesure que ces groupes criminels se lancent dans le trafic illicite de marchandises telles que les stupéfiants, les cigarettes, les médicaments et les armes, ils ont tendance à s'associer à des réseaux criminels transnationaux et ceci représente un problème encore plus redoutable pour la sécurité.

Des niveaux constamment élevés de violence ont de profondes implications sur la manière dont les jeunes apprennent à régler les conflits, ce qui perpétue la tolérance pour une plus grande violence dans la société. Cela peut ainsi rendre acceptable la violence politique et menacer la viabilité de la gouvernance démocratique, qui dépend du dialogue, de la liberté d'expression, de la tolérance des points de vue opposés et de la protection des minorités.

L'essor rapide et l'accessibilité des technologies du domaine des communications mobiles en Afrique offrent de nouveaux moyens de combattre la criminalité et de renforcer la reddition de comptes par la police. Twitter, les textos et les technologies de cartographie des événements servent à mettre en contact les communautés, la police et les forces de sécurité comme jamais auparavant. Il s'agit d'une première pour un grand nombre de gens, surtout ceux qui se trouvent dans les zones rurales et qui ont pris l'habitude de subvenir à leurs propres besoins. Dorénavant, ils peuvent au moins se prévenir les uns les autres en cas de menaces, mobiliser leur communauté pour se défendre et informer les responsables du secteur de la sécurité dans l'espoir d'être protégés.



Dans les zones urbaines, ceux qui n'auraient normalement pas beaucoup de contacts avec la police ont maintenant un numéro de téléphone à appeler en cas de difficulté.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) relient aussi les sociétés horizontalement en temps réel. Cela crée des liens et des rapports à travers les régions qui n'existaient peut-être pas auparavant et qui par le passé n'apparaissaient qu'avec le développement d'une infrastructure nationale de transport. Cela facilite l'intégration économique tout autant que sociale et cette cohésion renforcée peut avoir pour conséquence directe une plus grande stabilité.

Les TIC, souvent grâce à leurs capacités d'approvisionnement par la foule, offrent aussi des moyens d'améliorer la réactivité de la police et la reddition de comptes par celle-ci. Des cartes de la criminalité servent de bases pour allouer les ressources en fonction des menaces prédominantes. Elles établissent aussi des points de repère pour évaluer l'efficacité des réponses policières. Des sites Internet qui signalent les cas d'exaction créent un registre et une représentation des schémas des comportements illicites des policiers qui transforment ce que l'on considère souvent comme des événements isolés en un phénomène mesurable de plus grande envergure nécessitant une réponse sur le plan des politiques.

Les TIC offrent des moyens d'améliorer la sécurité et la reddition de comptes, mais il ne s'agit pas d'une panacée pour régler la criminalité et la corruption. L'information est uniquement un outil ; ce n'est pas ce qui impulse la réforme. Les TIC peuvent être utilisées à des fins malhonnêtes, par des organisations criminelles tout autant que des forces de police qui ne rendent aucun compte. Le changement généré par les TIC nécessite plutôt un ensemble organisé de personnes engagées qui peuvent utiliser l'accessibilité croissante de l'information pour éduquer le public, favoriser la participation du public et réclamer des réformes aux autorités. C'est cet engagement soutenu des acteurs locaux, réunis en général au sein d'organisations de la société civile, qui

peut transformer l'accessibilité de l'information en des améliorations concrètes dans la vie des citoyens ordinaires.

En abaissant les barrières à l'information, les TIC placent le débat et l'analyse de la criminalité en Afrique au grand jour, ce qui accroît la possibilité de contrôler les forces de sécurité et d'améliorer la sécurité des citoyens. Les TIC favorisent donc l'amélioration de la sécurité par des moyens internes en renforçant les capacités gouvernementales de collecte de données sur la criminalité ainsi que par des mécanismes externes pour surveiller et critiquer le secteur de la sécurité et lui faire rendre des comptes.

## La criminalité et la stabilité en Afrique

Un jour, le chef Francis Kariuki a reçu un coup de téléphone à 4 heures du matin l'informant qu'il y avait un cambriolage dans une maison de son quartier. Francis Kariuki est le chef administratif principal de Lanet Umoja, un village kényan situé à environ 150 kilomètres au nord-ouest de Nairobi. Après avoir raccroché, il a immédiatement envoyé un message sur Twitter au sujet de ce cambriolage et quelques minutes plus tard, une foule d'habitants s'était rassemblée devant la maison et les voleurs apeurés prenaient la fuite, les mains vides. Kariuki utilise régulièrement Twitter pour diffuser des informations sur les restrictions concernant les transports, des avis officiels et des affaires criminelles locales. Il est fidèlement suivi par un grand nombre des 30 000 habitants de Lanet Umoja, dont la plupart sont des agriculteurs ou des éleveurs de bétail qui reçoivent ses tweets sous forme de textos sur leurs téléphones portables. Après avoir commencé à utiliser Twitter pour faire circuler des informations sur la criminalité dans cette petite agglomération agricole, Kariuki a remarqué une forte baisse de la criminalité. Twitter l'a mis en communication avec sa communauté d'une façon qui a considérablement accru ses activités dans le domaine de la police communautaire<sup>1</sup>. Parallèlement, il est suivi par de plus en plus de gens (voir la figure 1).

La criminalité dans la plus grande partie de l'Afrique pose de grandes difficultés au niveau de la stabilité, de la sécurité et du développement. Elle est souvent grave et violente. Le taux d'homicide de l'Afrique est plus du double de la moyenne mondiale. Cette tendance se manifeste le plus dans les zones urbaines de l'Afrique, en particulier les bidonvilles et les townships où l'administration et les services gouvernementaux sont rares. Alors que l'on s'intéresse beaucoup aux insurrections violentes et aux groupes extrémistes, la criminalité en Afrique est souvent négligée par les gouvernements du continent et d'ailleurs.

Le maintien de l'ordre est pareillement négligé. Les forces de police africaines sont non seulement insuffisamment entraînées, financées

Figure 1. L'utilisation de Twitter par le chef Francis Kariuki pour assurer le maintien de l'ordre dans sa communauté

**ChiefFrancis Kariuki**  
@Chiefkariuki  
Chief Kariuki in Lanet Umoja, Nakuru North District. I am using Twitter as a tool for community policing, neighborhood watch and crime-reporting activities.  
Nakuru Kenya

2,028 TWEETS    313 FOLLOWING    23,323 FOLLOWERS    Following

**ChiefFrancis Kariuki** @Chiefkariuki 28 Jul  
JOSEPH ODHIAMBO 12 LOST ON 6TH HAD RED AND WHITE LONG SLEEVED T-SHIRT, BLUE JEANS AND GREEN JACKET.std 7 LANET PR 0725729578.  
[Collapse](#)    Reply    Retweet    Favorite    More

7 RETWEETS

1:39 AM - 28 Jul 13 · Details

Reply to @Chiefkariuki

**ChiefFrancis Kariuki** @Chiefkariuki 27 Jul  
Stolen lorry F H WHITE IN COLOUR STOLEN on friday at Gido plaza kBk 630Y contact 0720866188  
Expand

**ChiefFrancis Kariuki** @Chiefkariuki 27 Jul  
Mzee samson muiruri kutoka giachonge alipotea.ni mfupi mweusi ana miaka 80 piga 0713196102/0716285944  
Expand

et dotées en personnel en général, mais, du fait du minimalisme de la supervision, de la reddition de comptes et des incitations à une conduite professionnelle, elles représentent souvent aussi une source de comportement criminel. Selon la Direction des enquêtes portant sur la police (Independent Police Investigative Directorate) d'Afrique du Sud, 932 personnes sont mortes en garde à vue en 2011-2012<sup>2</sup> et il y a eu au moins trois cas dans lesquels des policiers ont traîné des citoyens derrière des véhicules de police en guise de punition extrajudiciaire depuis 2012<sup>3</sup>. Au Nigeria, une commission présidentielle a conclu en 2008 que le maintien de l'ordre comportait une récurrence « d'arrestations et de détentions illégales, d'extorsion, de torture, de viols, d'exécutions sommaires et d'autres formes de brutalité ».<sup>4</sup> Un rapport de 2006 du gouvernement nigérian a conclu sans ambages que « les rapports entre la police et le public sont largement caractérisés par la méfiance et l'hostilité mutuelles<sup>5</sup> ».

Cette combinaison de facteurs - l'aggravation de la criminalité dans les zones urbaines en pleine croissance de l'Afrique et les forces de police généralement inefficaces et non tenues de rendre des comptes - pourrait entraîner des difficultés encore plus graves pour les gouvernements africains. Elle menace non seulement la sécurité des personnes, mais peut aussi laisser présager une instabilité plus générale. L'une des obligations fondamentales d'un gouvernement est d'assurer la sécurité de ses citoyens et « lorsque l'État ne remplit pas cette obligation ou, pire encore, lorsqu'il protège certains groupes mais pas d'autres, les citoyens se dotent des moyens de recouvrer leur droit de recourir à la force pour régler les litiges, souvent avec des conséquences désastreuses<sup>6</sup> ». Pendant un concert à l'Université Kenyatta à Nairobi, par exemple, un agent de police a tué par balles un gardien de sécurité qui ne le laissait pas pénétrer au niveau réservé aux étudiants. Les étudiants ont alors battu le policier à mort<sup>7</sup>. Selon les statistiques de la police kényane, 429 personnes ont été tuées dans des cas de justice populaire en 2011<sup>8</sup>. Le nombre réel était probablement plus élevé.

Dans un tel environnement, la légitimité des institutions étatiques est affaiblie et la confiance du public en prend un coup. Il y a une forte corrélation entre la criminalité intérieure généralisée et l'incompétence de la police, d'une part, et l'instabilité, le sous-développement et l'insécurité régionale, de l'autre. Les pays qui connaissent des taux élevés de criminalité et de violence persistantes, par exemple, ont aussi tendance à enregistrer des taux plus bas de réduction de la pauvreté, indique la Banque mondiale<sup>9</sup>. Ces problèmes se manifestent à travers toute l'Afrique, où les entreprises perdent une plus grande part de leur chiffre d'affaires à cause de la criminalité et consacrent une plus grande part de leurs revenus à la sécurité que dans n'importe quelle autre région. Les taux de criminalité élevés portent aussi un coup à la cohésion sociale et compliquent donc encore davantage les efforts de lutte contre la violence et la criminalité. Les groupes criminels africains sont souvent récupérés par les élites, les politiciens et les régimes pour protéger des intérêts personnels et influencer des élections et des événements politiques. Ces problèmes ne se limitent pas aux frontières nationales. Les zones qui enregistrent des taux élevés de criminalité et d'instabilité ont tendance à connaître des niveaux plus élevés de criminalité organisée et de trafics illicites, dont les effets se font sentir rapidement de l'autre côté des frontières et entraînent de nombreuses autres formes d'insécurité. Et lorsque les taux de criminalité commencent à monter, il est difficile de les faire baisser. Formant une spirale descendante récursive, la criminalité sape la croissance économique durable et la bonne gouvernance, ce qui provoque ensuite davantage de criminalité et d'instabilité.

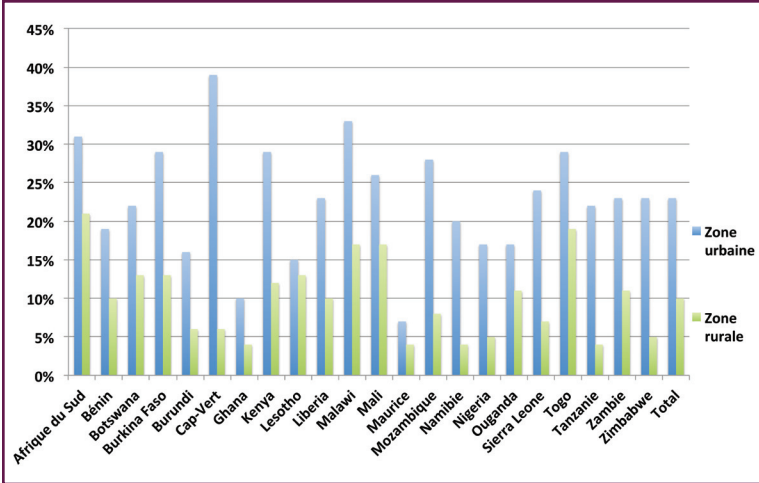
Cet article examine des moyens de rompre ce cycle. Si les taux élevés de criminalité associés à des activités de maintien de l'ordre inefficaces et au sujet desquelles personne n'a de comptes à rendre sont d'importants facteurs d'instabilité et de fragilité de l'État, comment pourrait-on renforcer les initiatives de la police et la lutte contre la criminalité ? Comme l'indique l'exemple du chef Kariuki au Kenya,

l'une des solutions peut se trouver dans l'application judicieuse de technologies de l'information et de la communication (TIC) déjà largement disponibles. Les initiatives concernant les TIC peuvent renforcer les efforts visant à obtenir des données exactes sur les crimes, améliorer les rapports entre la communauté et la police, et obliger la police à rendre davantage de comptes, entre autres améliorations.

Les recherches sur les effets de la technologie sur la nature des initiatives communautaires fournissent un cadre conceptuel utile. L'organisation d'initiatives communautaires coûte cher car elle prend un certain temps, elle exige de l'argent et, dans certains cas, elle s'accompagne de risques personnels considérables pour lancer et entretenir des initiatives de sécurité communautaire. La présente analyse examine la question de savoir si une action collective rendue possible par la technologie - des associations communautaires poursuivant leurs objectifs avec l'aide des TIC - peut aider à éliminer un grand nombre de ces coûts<sup>10</sup>. De plus, certaines des lacunes dans le domaine de la gouvernance créées par la faiblesse et l'inefficacité des services de police et de sécurité peuvent être comblées par une action collective qui tire parti des TIC.

Cet article est divisé en trois parties. Premièrement, il évoque la gravité de la criminalité et la faiblesse du maintien de l'ordre en Afrique. Deuxièmement, il examine les avantages généraux pour la société retirés de plusieurs innovations technologiques afin de démontrer la viabilité d'une action collective rendue possible par les TIC pour améliorer la sécurité publique et lutter contre la criminalité en Afrique. Et finalement, il suggère des mesures pratiques qui permettraient aux pouvoirs publics et aux acteurs non étatiques de faire progresser les efforts de prévention de la criminalité utilisant des TIC, y compris les initiatives qui visent à mettre fin à la corruption et aux méfaits de la police.

**Tableau 1. Proportion des habitants de pays africains choisis qui ont « toujours » ou « très souvent » peur quand ils se déplacent à pied dans leur quartier, 2011-2012**



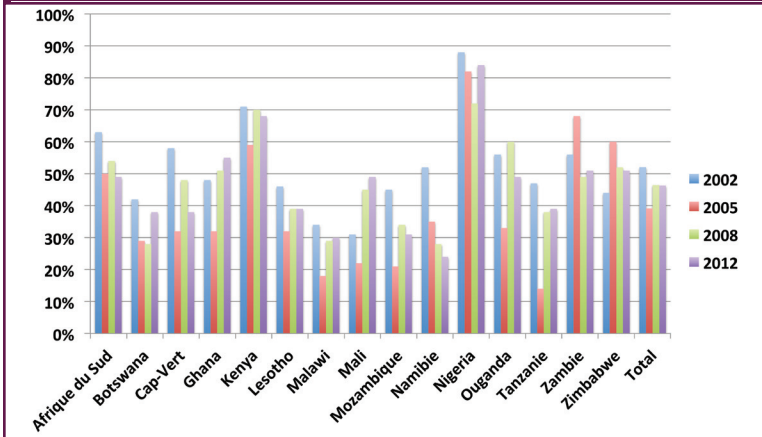
Source: Afrobarometer.<sup>11</sup>

### La confiance du public dans les forces de police africaines

Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, plus du tiers (36 %) de tous les homicides enregistrés à travers le monde en 2010 se sont produits en Afrique, alors que ce continent ne compte que le sixième de la population mondiale. Avec 17 meurtres pour 100 000 habitants, le taux d'homicide de l'Afrique est *plus du double de la moyenne mondiale* de 6,9 pour 100 000<sup>12</sup>. En Afrique du Sud, environ 45 personnes ont été tuées et 182 personnes ont été violées ou ont subi une agression sexuelle chaque jour en 2012, ce qui en fait l'un des pays les plus dangereux du monde « en dehors d'une zone de guerre<sup>13</sup> ». La violence a des effets particulièrement ravageurs dans les zones urbaines de l'Afrique (voir le tableau 1). Les taux d'homicide au Cap, par exemple, sont d'environ 60 pour 100 000 depuis 2001. De même, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Malawi, la Namibie, le Swaziland,



**Tableau 2. Proportion de gens qui ne font « pas du tout » ou qui font « juste un peu » confiance à la police, 2002-2012**



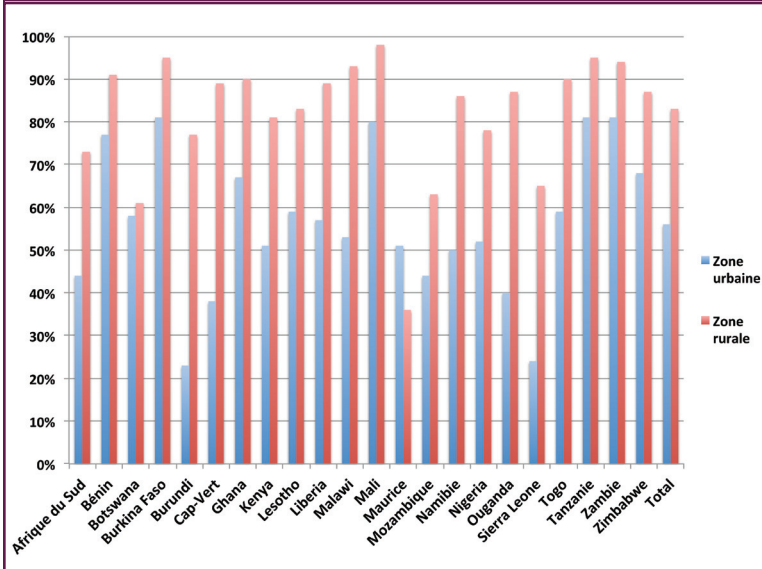
Source: Afrobarometer.

l'Ouganda et la Zambie se classent dans le premier quartile des taux d'homicide en Afrique.

Les sondages tracent également un tableau sombre de la criminalité plus généralement sur le continent. À Nairobi, 37 % des habitants ont signalé avoir été victimes d'un vol à main armée, ce qui explique pourquoi cette ville a été surnommée « Nairobierry<sup>14</sup> » [mot-valise réunissant Nairobi et *robbery* (vol)]. Selon un sondage, plus de la moitié des habitants de Nairobi s'inquiètent de la criminalité « tout le temps » ou « très souvent<sup>15</sup> ». À Lagos, au Nigeria, 70 % des personnes interrogées pendant un sondage dans toute la ville ont déclaré craindre de subir un crime<sup>16</sup>. Selon des sondages réalisés à travers le continent, un grand nombre d'Africains ont régulièrement peur de la criminalité dans leur quartier.

Les crimes contre les biens sont certainement graves, mais les crimes violents comme le viol sont dévastateurs. En 2002, des statistiques indiquaient qu'il y avait plus de chances qu'une fille née en Afrique du Sud se fasse violer qu'elle n'apprenne à lire<sup>17</sup>. Selon des estimations, plus de 30 % des filles ont été violées avant l'âge de 18

**Tableau 3. Proportion de gens qui ne voient pas souvent des policiers ou des véhicules de police, 2011-2012**

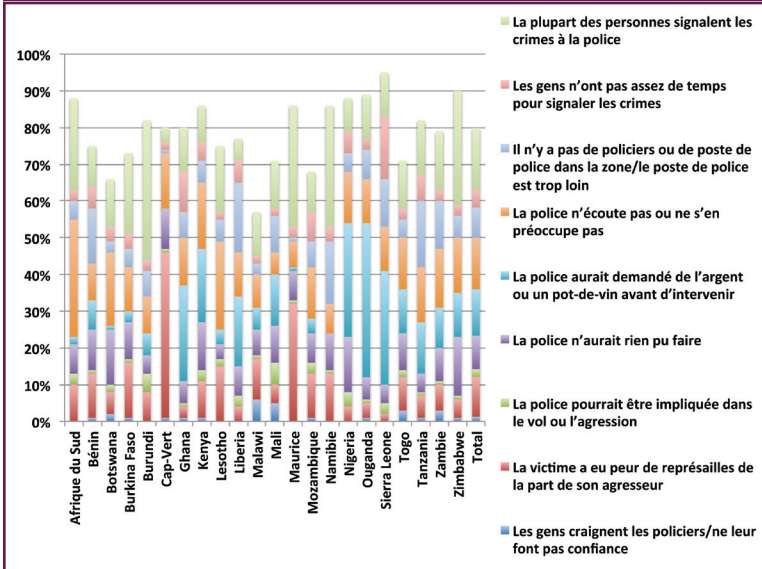


Source: Afrobarometer.

ans. Pendant un sondage financé par le gouvernement en 2009, plus de 37 % des hommes d’Afrique du Sud ont avoué avoir violé quelqu’un<sup>18</sup>. Ces chiffres consternants cachent une multitude de vies détruites et un désespoir profond.

Par ailleurs, le public a tendance à faire peu confiance à la police. Des sondages réalisés dans 15 pays africains indiquent que les gens pensent souvent que les policiers ne sont pas dignes de confiance (voir le tableau 2). Et la plupart des Africains aperçoivent rarement des policiers pendant leurs activités quotidiennes (voir le tableau 3). Cependant, les points de vue varient énormément d’un pays à l’autre. Dans des pays comme le Nigeria, le Kenya et l’Afrique du Sud, la majorité de la population ne fait pas confiance aux policiers qu’elle considère presque tous corrompus. Par contre, les opinions sont en général favorables dans des pays comme le Malawi, le Mozambique et la Namibie.

**Tableau 4. Fréquence des raisons principales pour lesquelles les crimes ne sont pas signalés à la police, 2011-2012**



Source: Afrobarometer.

Le peu de confiance dans la police peut fausser les statistiques au sujet de la criminalité parce qu'un grand nombre de civils se demanderont « à quoi ça sert de signaler un crime ? ». Un cinquième seulement des Africains interrogés dans 22 pays signalent les crimes. Les trois explications les plus courantes fournies par ceux qui ne le font pas sont que la police « ne s'en préoccupe pas », qu'elle demanderait un pot-de-vin et que la victime a peur de représailles (voir le tableau 4).

Bien évidemment, la criminalité est complexe en Afrique et il est donc difficile de généraliser sans alimenter les stéréotypes ou se fonder sur des conjectures. Avec plus d'un milliard de personnes occupant le cinquième de la masse terrestre mondiale, l'Afrique ne se prête pas aux généralisations. Le peu de statistiques comparables fiables sur la criminalité augmente encore plus la difficulté<sup>19</sup>. En effet, à quelques exceptions près, la plupart des pays africains échouent à conserver aucun

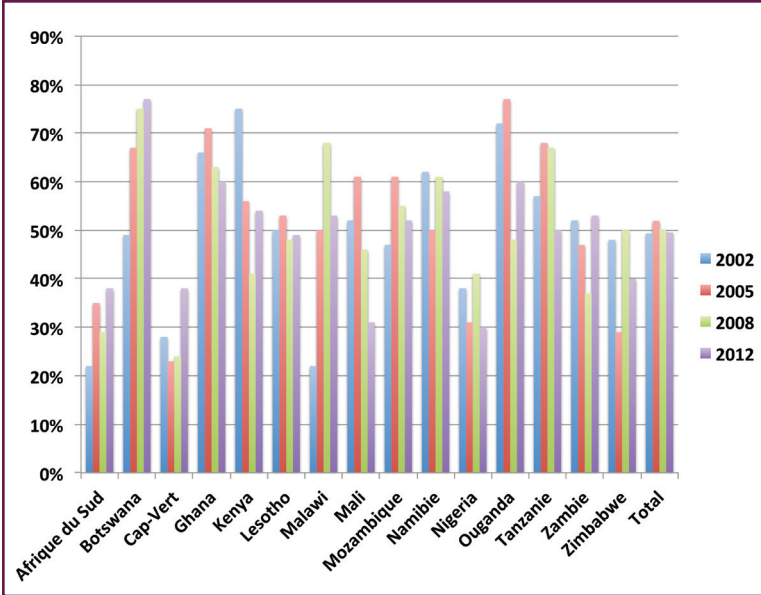
type de données fiables sur la criminalité. Les statistiques disponibles, comme les taux d'homicide, sont souvent établies à partir de dossiers médicaux et hospitaliers, et non pas à partir de rapports de police. Même lorsque des données ont été recueillies, il y a des raisons de se méfier de leur exactitude. Pour citer une analyse :

*Le plus grand obstacle à la compréhension des tendances concernant la violence armée est de loin imputable aux capacités faibles ou inexistantes de surveillance dont dispose actuellement l'Afrique... À quelques exceptions près, les gouvernements africains n'ont souvent pas les capacités et les moyens de recueillir, d'analyser et de publier des données sur la répartition démographique et spatiale de la violence armée, en particulier dans les pays ravagés par la guerre<sup>20</sup>.*

De plus, les tendances et les taux de criminalité varient à travers l'Afrique. En 2007, par exemple, des sondages ont constaté que 57 % des ménages sud-africains pensaient que la criminalité avait empiré dans leur quartier depuis quatre ans, tandis que 18 % pensaient qu'elle avait diminué. Mais à la fin 2011, les opinions étaient très différentes. Seulement 37 % des ménages pensaient que la criminalité avait empiré dans leur quartier et 42 % pensaient qu'elle avait diminué. Bref, même si elle est de grande envergure, complexe et bien enracinée, la criminalité peut diminuer en Afrique.

Les sondages effectués dans d'autres pays africains reflètent une situation tout aussi complexe. Bien que de nombreux Africains craignent la criminalité dans leur quartier et considèrent que la police n'est pas digne de confiance, un grand nombre d'entre eux pensent que leur gouvernement s'occupe « très bien » ou « assez bien » de la criminalité (voir le tableau 5).

**Tableau 5. Pourcentage des personnes interrogées dans des pays africains choisis qui considèrent que le gouvernement s'occupe « très bien » ou « assez bien » de la criminalité, 2002-2012**

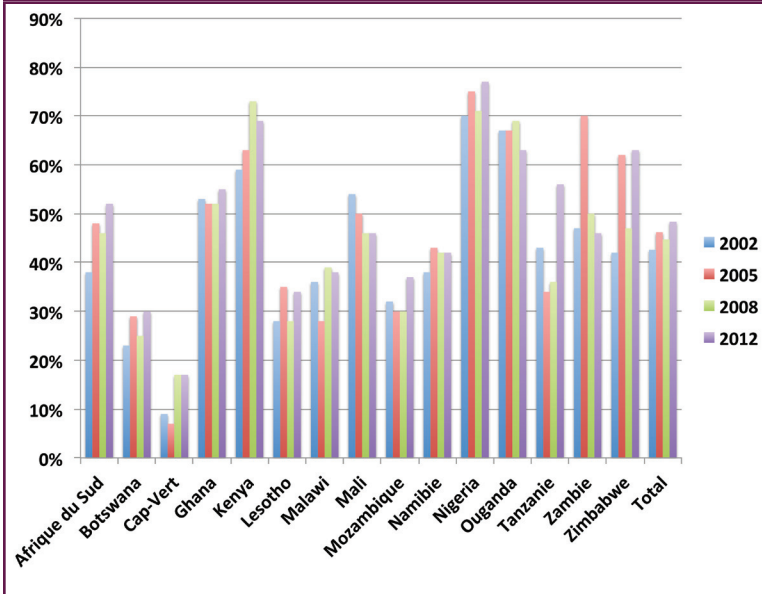


Source: Afrobarometer.

## La corruption de la police et la détérioration de la reddition de comptes

Le problème de la criminalité en Afrique a donc un rapport étroit avec les relations entre la police et les civils. Les taux élevés de criminalité constituent un défi majeur sur le continent, en particulier dans les grandes agglomérations urbaines qui continuent de se développer. Pourtant on constate non seulement que les personnes concernées se méfient de la police, mais aussi qu'elles éliminent souvent celle-ci entièrement de l'équation de la prévention de la criminalité. Des taux élevés de corruption et le peu de comptes rendus par de nombreuses forces de police africaines semblent être parmi les causes majeures de cette dissonance. En général, il y a peu d'engagement politique en faveur de la supervision ou de la

**Tableau 6. Pourcentage des personnes interrogées qui considèrent que « toute » ou « la plus grande partie de » la police est corrompue, 2002-2012**



Source: Afrobarometer.

réforme de la police. Les policiers sont plutôt utilisés fréquemment pour protéger ou faire avancer les intérêts personnels des officiers supérieurs, des responsables publics ou d'autres personnes influentes.

Tout comme dans le cas de la criminalité, il est difficile de trouver des statistiques exactes sur la corruption de la police<sup>21</sup>. Pour citer un analyste, « étant donné que la plupart des cas de corruption ne sont jamais signalés ou enregistrés, il vaut mieux considérer les données officielles sur la corruption comme des moyens de mesurer les activités de lutte contre la corruption d'un service de police plutôt que le niveau réel de la corruption<sup>22</sup> ». Les normes de chaque service compliquent encore plus les choses. Les administrateurs et les agents de police ne sont pas disposés à « dénoncer » leurs collègues. Et pourtant, il est impératif d'évaluer avec exactitude la nature et la gravité de la

**Tableau 7. Types et dimensions de la corruption de la police**

| Type                             | Description  |
|----------------------------------|--|
| Corruption de l'autorité         | Lorsqu'un agent reçoit une forme quelconque d'avantage matériel en vertu de sa fonction d'agent de police sans violer la loi en soi (par ex., boissons, repas ou services gratuits). |
| Commission occulte               | Recevoir des biens, des services ou de l'argent pour avoir aidé une personne ou une entreprise à obtenir un contrat.   |
| Vol opportuniste                 | Voler quelque chose à des personnes arrêtées, des victimes d'accidents de la route, des victimes de crimes ou sur des cadavres ou les biens de citoyens morts.                       |
| Extorsion                        | Obtenir un pot-de-vin pour s'abstenir de donner suite à une infraction criminelle (c.-à-d., ne pas procéder à une arrestation, déposer une plainte ou saisir un bien).               |
| Protection d'activités illicites | La police protège ceux qui mènent des activités illicites (comme de la prostitution ou du trafic de stupéfiants) et permet donc à ces activités de se poursuivre.                    |
| Rendre des services              | Entraver une enquête ou procédure pénale, ou « perdre » des contraventions.  |
| Activités criminelles directes   | Un agent de police commet un crime à l'encontre d'une personne ou d'un bien pour son intérêt personnel « en violation flagrante des normes professionnelles et pénales ».            |
| Gains internes                   | Des avantages offerts aux agents de police (vacances, attribution des tours de garde, promotions) sont achetés, troqués et vendus.   |
| Falsification et manipulation    | Fabrication ou aggravation de preuves.   |

Source: Roebuck et Barker.<sup>23</sup>

corruption de la police. En dépit du manque de données, la plupart des Africains ont déjà des opinions arrêtées et inquiétantes au sujet de leurs forces de police. Par exemple, en Ouganda, au Kenya, au Nigeria et au Zimbabwe, un grand nombre de personnes interrogées ont répondu que « toute » ou « la plus grande partie de » la police est corrompue (voir le tableau 6).

La corruption de la police peut se manifester de différentes façons (voir le tableau 7). Le vol opportuniste, les extorsions et les commissions occultes sont certaines des plus courantes. Sur tous les types de malversations commises par la police et décrites dans le tableau 7, les

activités criminelles directes, surtout les exécutions extrajudiciaires, sont les plus destructives pour ce qui est de la légitimité de la police et du gouvernement même. Dans son rapport annuel de 2010, le Rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires déclare que « les homicides volontaires pendant lesquels des policiers tuent des criminels présumés sans recourir à d'autres mesures appropriées ne sont que trop courants ». Dans certains pays, les forces de sécurité sont directement contrôlées par les politiciens, et « les responsables de la sécurité peuvent commettre des exécutions pour des raisons politiques, y compris de membres ou de partisans de l'opposition politique, ainsi que des meurtres liés à des élections<sup>24</sup> ».

C'est un grave problème dans plusieurs pays africains. En 2011, Action Congress of Nigeria, un important parti politique de l'opposition, a exhorté le gouvernement national à prendre des mesures décisives pour mettre fin à l'exécution de civils innocents par la police. Les exécutions extrajudiciaires qui se poursuivent risquent de créer une situation dans laquelle « des personnes ou des groupes lésés décideront de faire la justice eux-mêmes, ce qui provoquera l'anarchie<sup>25</sup> ». Cette affirmation rappelle l'une des constatations faites en 2006 par la première commission présidentielle sur la réforme de la police du Nigeria :

*Des exécutions extrajudiciaires, des exécutions sommaires de suspects et des meurtres par vengeance sont aussi signalés en grand nombre. Le manque de formation, l'infrastructure inadéquate et l'absence de respect des principes de procédure régulière et des droits de l'homme se conjuguent pour entraîner le recours fréquent par les policiers à la torture pour extraire des aveux et des informations de la part des suspects... Une autre pratique qui a jeté le discrédit sur la police est l'arrestation de parents proches d'un suspect pour servir de substituts ou d'otages. De*



*plus, des personnes sont arrêtées et détenues pour des raisons peu solides, afin de leur extorquer de l'argent<sup>26</sup>.*

La pratique d'exiger le versement de pots-de-vin après avoir détenu des suspects incite à préserver les conditions abominables qui caractérisent les prisons. Le traitement des prisonniers joue peut-être aussi un rôle dans la mauvaise tenue des registres :

*De nombreux postes de police ne tiennent pas de registres adéquats au sujet de leurs détenus et des suspects et il est donc plus facile d'exécuter ceux-ci et de se débarrasser de leur corps. Les parents de victimes... [ont signalé] ne pas avoir eu la possibilité d'enterrer leurs proches. D'autres ont signalé avoir dû payer de gros pots-de-vin pour récupérer les corps afin de les enterrer<sup>27</sup>.*

Toutes les prisons visitées pendant les recherches nécessaires pour cet article étaient surpeuplées et se composaient de plusieurs petites cellules non éclairées avec des conditions sanitaires abominables. Dans une prison proche d'un bidonville de Lagos, un entretien avec un chef de police de district a été ponctué des sanglots perçants d'un jeune garçon dans une cellule proche. Il était accusé d'avoir volé un téléphone portable. Dans une autre prison, une prisonnière qui de toute évidence était dans les dernières semaines de grossesse était assise sur le sol en béton juste à l'extérieur d'une cellule parsemée d'excréments où trois hommes apathiques étaient couchés dans l'obscurité.

Ces conditions semblent correspondre à la norme<sup>28</sup>. En 2006, au Nigeria, les deux tiers des détenus n'avaient pas été jugés coupables d'un crime<sup>29</sup>. Selon Amnesty International, « les conditions dans lesquelles le gouvernement nigérian incarcère ses prisonniers sont épouvantables. Un grand nombre des détenus passent des années dans l'attente de leur

procès dans des cellules surpeuplées et immondes où les enfants et les adultes sont souvent détenus ensemble<sup>30</sup>. » Dans de telles conditions, les personnes prises dans les combines de la police pour obtenir des pots-de-vin sont plus disposées à payer ce qu'elles peuvent pour éviter d'aller en prison. La corruption de la police se transforme alors en une boucle de rétroaction. Si on ne s'y attaque pas, elle entraîne une plus grande dégradation des capacités de maintien de l'ordre, qui crée à son tour de nouvelles opportunités d'extorsion et de corruption. En plus du coût humain, cela fait beaucoup de mal à la légitimité de la police—et à l'État plus généralement.

Pour combler cette lacune, les communautés qui en ont les moyens font de plus en plus appel à des services de sécurité privés. Selon une estimation, entre 1 500 et 2 000 services de sécurité privés emploient environ 100 000 personnes au Nigeria. Le Kenya compte environ 2 000 compagnies de ce type et certaines d'entre elles ont accru leurs activités pour faire face à la demande dans toute l'Afrique de l'Est et centrale<sup>31</sup>. Pour citer un seul pays, il y a jusqu'à 430 000 agents de sécurité privés qui travaillent en Afrique du Sud<sup>32</sup>. Cet amalgame de groupes privés en Afrique est très varié au niveau de la compétence et de l'intégrité et il n'y a en général aucune norme de reddition de comptes ou réglementation. Les résultats de telles activités de sécurité informelles et privées peuvent souvent aller complètement à l'encontre du but recherché.

### **L'apparition des Mungik**

Tandis que les riches et la classe moyenne d'Afrique embauchent des gardes ayant reçu un entraînement, les pauvres comptent sur diverses stratégies de protection personnelle. Au Kenya, ces activités reviennent trop souvent à de la justice populaire<sup>33</sup>. Certains de ces groupes de protection fournissent un service communautaire essentiel en l'absence d'activités efficaces de maintien de l'ordre, mais les groupes de justiciers se transforment souvent en des racketteurs et finissent par devenir des gangs prédateurs eux-mêmes. L'un de ces groupes d'autodéfense qui est

tombé dans la criminalité au Kenya est le mouvement des Mungiki. Ce gang, dominé par des Kikuyus, est le reflet du glissement abrupt d'un État faible et d'une gouvernance déliquescence vers la criminalité généralisée.

Les Mungiki ont été établis dans les hauts plateaux du Kenya à la fin des années 1980 pour protéger les agriculteurs de cette ethnie lors de litiges fonciers avec les éleveurs masaïs voisins et avec les forces de sécurité loyales au gouvernement local dominé par les Kalenjin. Les fondateurs ont dit s'être inspirés des Mau Mau, le mouvement militant religieux et anti-impérialiste kikuyu qui a lutté contre l'administration coloniale britannique dans les années 1950<sup>34</sup>. En réaction à l'accélération de l'urbanisation et des pressions démographiques, ce groupe s'est installé à Nairobi dans les années 1990. Là, dans des endroits comme Mathare, l'un des bidonvilles urbains les plus grands et les plus violents de l'Afrique, les Mungiki se sont transformés en une milice qui vivait d'extorsion et de racket. Ce qui avait commencé comme un effort visant à remédier au manque de sécurité face à une force de police inefficace et partisane a produit un gang criminel qui a exacerbé encore plus la criminalité violente. Comme l'a fait remarquer la commission Waki, un organe gouvernemental créé pour enquêter sur les violences pendant la période post-électorale de 2007-2008 au Kenya :

*Au départ, les Mungiki étaient considérés comme des prestataires qui remédiaient au manque de services publics dans les bidonvilles. Mais par la suite, ils ont commencé à racketter des personnes et des entreprises, y compris les matatu [minibus de transport en commun] et les propriétaires immobiliers, pour les obliger à verser de l'argent pour des services qu'ils fourniraient, y compris le raccordement au réseau électrique, l'installation de latrines à fosse et l'application de la justice. Les Mungiki et d'autres gangs de ce pays (comme les Taliban, Chinkororo,*

*Kamjeshi, Baghdad Boys et bien d'autres encore) se sont développés et multipliés dans le contexte d'une culture politique qui utilisait et tolérait la violence extra-étatique<sup>35</sup>.*

En 2011, des conducteurs de matatu se sont mis en grève pour protester contre les extorsions<sup>36</sup>. À Mathare, des violences ont éclaté à de nombreuses reprises à cause des « taxes » imposées par les Mungiki aux producteurs d'un alcool illicite fabriqué localement appelé chang'aa. D'autres communautés ont également établi leurs propres « forces de protection », souvent en fonction de critères ethniques. Les rivalités et les conflits entre les divers groupes dégénèrent souvent en des guerres entre les gangs, surtout dans les bidonvilles<sup>37</sup>.

Devant une menace violente et bien organisée, la police a souvent réagi en ayant recours à des méthodes tout aussi féroces et aveugles. En juin 2007, les Mungiki ont été accusés d'avoir tué 15 policiers et 27 civils, dont un grand nombre avaient été décapités<sup>38</sup>, et la police a réagi en annonçant la détention de 2 464 membres « présumés » des Mungiki. Mais il s'agissait peut-être seulement d'une petite partie de la réponse de la police. En novembre 2007, l'organisation de défense des droits de l'homme Oscar Foundation Free Legal Aid Clinic Kenya (OFFLACK) a signalé que la police kényane avait tué plus de 8 000 personnes pendant des opérations contre les Mungiki entre 2002 et 2007, et que 4 000 autres personnes étaient portées disparues<sup>39</sup>. Bien que la police ait nié ces affirmations, la commission nationale kényane des droits de l'homme (KNCHR) a établi un lien entre la police et l'exécution d'au moins 500 Mungiki pendant une période de cinq mois. Peut-être par représailles policières, en mars 2009, le président de l'OFFLACK et l'un de ses collègues ont été assassinés en plein jour dans le centre de Nairobi pendant qu'ils se rendaient en voiture à une réunion dans les bureaux de la KNCHR. Quelques heures auparavant, un porte-parole du gouvernement avait publiquement accusé l'OFFLACK d'être un « organe de collecte de fonds pour... les Mungiki<sup>40</sup> ».

En plus des rackets et des extorsions, les Mungiki ont été impliqués dans la lutte pour le contrôle de fonctions politiques. D'importants partis politiques et politiciens ont utilisé les Mungiki pour mobiliser des partisans et intimider des opposants pendant des campagnes électorales. Pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 2002, plusieurs parlementaires ont menacé de « déchaîner » les Mungiki sur ceux qui étaient opposés au candidat présidentiel qu'ils préféraient. En 2002, plusieurs chefs des Mungiki ont également essayé de se faire élire à des fonctions de direction clés au sein d'un influent parti politique, le Forum pour le rétablissement de la démocratie-Kenya (FORD-Kenya)<sup>41</sup>. En 2011, la Cour pénale internationale (CPI) a affirmé que le vice-Premier ministre de l'époque Uhuru Kenyatta, le chef de la fonction publique Francis Muthaura et le président Mwai Kibaki ont rencontré des membres des Mungiki le 25 novembre 2007 pour organiser des attaques dans les villes de Nakuru et Naivasha dans la vallée du Rift pendant les violences post-électorales<sup>42</sup>. La collaboration entre des groupes criminels comme les Mungiki et les politiciens dure parfois très peu. Une fois qu'ils sont au pouvoir, les politiciens gardent certains contacts avec ces groupes, mais surtout en prévision de la prochaine campagne électorale, et ces groupes reprennent leurs activités criminelles typiques.

### **L'impunité et la violence politique**

Trente et un pays africains sont classés dans le dernier tiers de l'Indice de perception de la corruption 2012 de Transparency International et la corruption est donc un grave problème sur le continent. Pourtant, des tentatives de faire la lumière sur la corruption ont souvent provoqué de violentes réactions de la police. Des policiers sont régulièrement chargés d'intimider des journalistes africains, de faire des descentes dans des locaux des médias, de suspendre des émissions de radio et de télévision et de détruire du matériel de communication. En 2012, 46 journalistes africains ont été emprisonnés<sup>43</sup>.

Dans ce contexte, la violence politique n'est qu'une permutation d'un cycle plus grand de criminalité, de corruption et de désordre dû à la faiblesse de l'État. L'incompétence, la corruption et l'impunité de la police jouent des rôles centraux. Sur les 1 133 meurtres par balles pendant la période post-électorale de 2007-2008 au Kenya, 405 ont été commis par des policiers, et un grand nombre de ces victimes sont mortes d'une balle dans le dos<sup>44</sup>. Dans certains cas, les policiers « étaient tellement hostiles que les habitants de la communauté ne pouvaient même pas signaler les incidents. On leur disait, 'C'est vous qui avez commis le crime' ». <sup>45</sup> Des dizaines de viols auraient également été commis par des policiers. Quarante-deux pour cent des victimes de viols ne les ont pas signalés à la police et dans 32 % de ces cas la raison donnée aux enquêteurs de la commission Waki était que les policiers eux-mêmes étaient les agresseurs<sup>46</sup>. Pas un seul policier n'a été condamné d'un crime quelconque pour cette période.

Grâce aux réformes institutionnelles adoptées après les troubles post-électorales de 2007-2008, y compris l'adoption d'une nouvelle constitution et la création d'une commission électorale nationale plus indépendante, l'élection présidentielle de 2013 au Kenya s'est bien mieux déroulée pour ce qui est de la violence politique et des allégations d'inconduite de la police. Néanmoins, certains types de comportements non professionnels de la police perdurent. Selon une enquête réalisée par le journal *Daily Nation*, la police kényane profitait de nouvelles lois sévères sur les excès de vitesse et le dépassement illégal de véhicules pour exiger des pots-de-vin plus élevés<sup>47</sup>. Les compagnies et les passagers des matatu ont aussi subi les conséquences de l'augmentation des sommes versées aux policiers en pots-de-vin—les automobilistes de Nairobi faisaient des trajets plus longs sur des routes non goudronnées pleines d'ornières pour éviter les barrages routiers de la police sur les routes principales où ils devaient régulièrement verser des pots-de-vin. Il est encore plus inquiétant de remarquer que, selon Human Rights Watch en 2013, la police de Nairobi a exploité les communautés vulnérables, comme les réfugiés somaliens, pour s'enrichir :

*Les personnes interrogées... ont décrit comment des policiers ont pénétré dans leurs maisons, souvent en pleine nuit, et leurs entreprises pour voler de grosses sommes d'argent et d'autres effets personnels et pour leur extorquer de l'argent pour obtenir leur restitution. Et elles ont expliqué comment elles étaient détenues arbitrairement par la police... parfois pendant de nombreux jours, dans des conditions inhumaines et dégradantes, qui les menaçait de les faire inculper, sans preuve, de terrorisme ou d'atteinte à l'ordre public<sup>48</sup>.*

Que l'inconduite soit abominable, comme des viols, des passages à tabac ou des détentions illégales, ou irritantes, comme des pots-de-vin, le résultat est le même. La légitimité et le respect dont dépendent les activités efficaces de maintien de l'ordre sont affaiblis. Cela débilite les institutions clés de l'État responsables d'assurer le bien collectif central : la stabilité et la sécurité. Un tel vide de la gouvernance est souvent comblé par des groupes comme les Mungiki qui, du fait que personne ne leur demande de rendre des comptes, se transforment en des gangs criminels, et cela fait empirer encore plus la situation. Les réponses maladroitement de la police provoquent ensuite l'aggravation des conditions et davantage de violence. Une boucle de rétroaction s'ensuit et le problème empire progressivement. Les plaintes au sujet des tactiques brutales de la police sont parfois exploitées par les groupes extrémistes pour recruter de nouveaux membres et justifier des attentats terroristes contre la population civile, ce qui crée une menace encore plus grave pour la sécurité de l'État. C'est la situation actuelle dans le nord du Nigeria et des régions du Kenya<sup>49</sup>.

Si les institutions faibles de l'État, qui ploient sous le poids de tant d'énormes difficultés, sont le facteur principal qui encourage la criminalité, comment les TIC peuvent-elles entraîner des changements positifs ?

## **Le rôle des TIC dans la lutte contre la criminalité en Afrique**

En 2012, à Johannesburg, deux hommes armés ont pris le contrôle d'une voiture, enfermé son chauffeur dans la malle arrière et sont partis au volant de la voiture. Les enlèvements pendant un vol de véhicule avec agression se terminent souvent tragiquement pour la victime. Dans ce cas, celle-ci a évité le pire en utilisant habilement la technologie. En effet, la victime a envoyé un texto sur son téléphone portable à une compagne lui décrivant la situation. Celle-ci a utilisé Twitter pour envoyer un tweet à ses lecteurs qui, à leur tour, ont transmis son message à leurs propres lecteurs. Chaque fois que le tweet était retransmis, le réseau de ceux qui étaient au courant de la situation augmentait. Ce message est vite parvenu à « Pigspotter », un mot-clé (code) populaire, bien que controversé, dont l'objectif est de diffuser des alertes sur les zones de contrôle de la vitesse par la police. Avec 110 000 abonnés, y compris une compagnie de sécurité privée et un service local bénévole de pompiers et de secours, le tweet posté sur Pigspotter a immédiatement fait davantage connaître l'incident. Grâce au signal du téléphone portable, on a vite su où se trouvait la voiture. Deux heures après le début du drame, un tweet était diffusé : « Viens de recevoir un appel, la police l'a retrouvé à Ventersburg ! Il va bien, juste secoué, merci à tous de toute votre aide !! » Les voleurs avaient été pris dans un barrage routier dressé en réponse aux informations réunies par ceux qui avaient répondu au premier tweet<sup>50</sup>. Ce type de dénouement a été rendu possible par la croissance rapide de la téléphonie portable et des technologies connexes.

### **L'essor et l'utilité générale des TIC en Afrique**

L'Afrique a enregistré une augmentation de 20 % des abonnements de téléphonie portable au cours de chacune des cinq dernières années, passant de 2 % de la population en 2000 à 63 % à la fin 2012. Au début



2013, l'Afrique a le deuxième taux de croissance de la téléphonie mobile (après la Chine) au monde, avec 775 millions de connexions cellulaires à travers le continent<sup>51</sup>. En Afrique du Sud, au Ghana, au Gabon et au Kenya, il y a déjà presque autant de comptes de téléphonie mobile qu'il y a de personnes<sup>52</sup>. D'ici à 2015, l'Afrique subsaharienne comptera peut-être plus de gens ayant accès aux réseaux mobiles que de gens ayant l'électricité chez eux. Ces personnes pourront de plus en plus faire des appels vidéo, regarder des vidéoclips ou aller sur l'Internet à partir de leurs téléphones portables<sup>53</sup>. Même si la plus grande partie de la croissance de la téléphonie mobile en Afrique concerne de simples appareils de première et deuxième générations, la croissance plus récente inclut des téléphones intelligents capables d'accéder à l'Internet. D'ici à 2018, 40 à 50 % de tous les téléphones portables en Afrique auront peut-être accès à l'Internet<sup>54</sup>.

La pertinence sociale de la téléphonie mobile a été renforcée par des innovations mises au point par des technologues africains. Il y a désormais des centres d'innovation de pointe dans plusieurs villes africaines. Le « Silicon Cape » du Cap a son pendant dans la « Silicon Savannah » de Nairobi. Un centre d'innovation technologique de Nairobi, iHub, est peut-être l'élément le plus connu du secteur des TIC de cette ville<sup>55</sup>. Un autre est la Safaricom Academy, une coentreprise entre Safaricom, un fournisseur majeur de services mobiles, et Strathmore University (Kenya). Elle offre des diplômes supérieurs en télécommunications et ingénierie et héberge le « Centre d'incubation », un programme technique et de mentorat destiné aux entrepreneurs des TIC. À Lagos, au Nigeria, le Co-Creation Hub (CCHUB) est un autre exemple d'un pôle d'innovation pour les entrepreneurs sociaux, les investisseurs et les technologues. Nokia s'est associé au CCHUB en 2012 pour lancer la Growth Academy, un incubateur pour les jeunes entreprises de technologie mobile<sup>56</sup>. Le géant de l'Internet Google a également ouvert des bureaux à Accra, Nairobi, Lagos, Dakar, Johannesburg et Kampala. Il ne s'agit là que de quelques exemples de l'expansion rapide et locale du secteur des TIC en Afrique.

La croissance du marché de la téléphonie mobile et du nombre des services de haut débit s'accompagne d'une forte croissance des services de recherche en Afrique. Google a signalé une croissance annuelle de 50 % des demandes de recherches. Il n'est pas surprenant que 40 % des recherches de Google proviennent de téléphones portables. Le nombre des vidéos regardées sur YouTube, un autre service de Google, double également chaque année en Afrique<sup>57</sup>. Facebook aurait eu plus de 55 millions d'utilisateurs africains en 2013<sup>58</sup>.

Les innovations technologiques qui déferlent à travers l'Afrique ne se limitent pas aux téléphones portables. Une autre technologie importante concerne les satellites de télédétection possédés et exploités par des sociétés privées. Une flotte multinationale de satellites d'observation offre maintenant des photos à haute résolution d'un objet au sol dont le diamètre est au minimum de 32 centimètres. Ils produisent également des données géographiques de référence qui montrent les caractéristiques du terrain selon des références de navigation extrêmement précises. Les systèmes d'information géographique (SIG) — des cartes numériques — sont rendus possibles par l'explosion des données d'images satellitaires à haute résolution. Les satellites et les SIG créent une plateforme pour gérer et visualiser les images acquises par les utilisateurs de téléphones portables. FrontlineSMS est un logiciel ouvert utilisé pour recueillir et diffuser des informations sur des téléphones portables standard au moyen de textos, ce qui facilite la participation de centaines, voire de milliers d'utilisateurs par SMS (Short Message Service). Bien qu'il ne nécessite pas de connexion Internet, si l'accès à l'Internet est disponible, FrontlineSMS peut être connecté à des services de SMS en ligne et configuré pour transmettre les messages reçus à d'autres services web ou de courrier électronique.

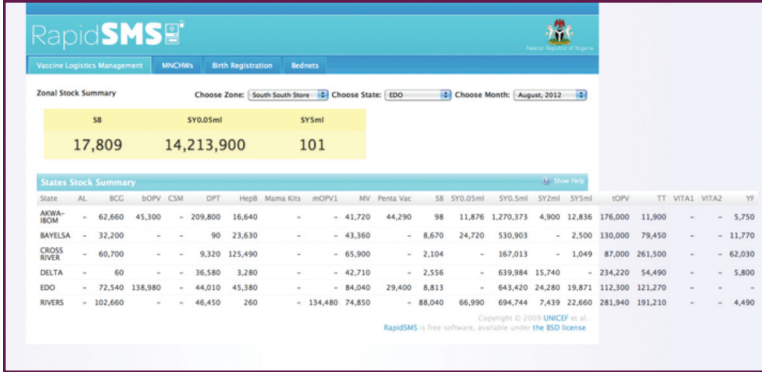
FrontlineSMS a été utilisé dans de nombreuses situations qui étaient toutes caractérisées par un manque de services publics et une population isolée ou très dispersée. Par exemple, en l'absence d'un service de vulgarisation agricole de l'État, plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) ont établi des services d'information pour les

agriculteurs africains. Le programme Travailleurs du savoir communautaire de la Fondation Grameen en est un exemple. Les agriculteurs reçoivent des informations sur les récoltes, les cours sur les marchés internationaux et d'autres services par téléphones mobiles et FrontlineSMS<sup>59</sup>. M-Farm au Kenya offre un service similaire en fournissant les cours du marché en temps réel pour différentes cultures et en mettant directement en contact les agriculteurs et les acheteurs.

Une technologie similaire, RapidSMS, a été mise au point par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) comme un outil de communication lui permettant de contacter ses équipes sur le terrain par SMS. Depuis lors, ce système est utilisé pour toutes sortes d'applications. Il peut, par exemple, enregistrer et stocker des messages vocaux qui peuvent être retransmis par les stations de radio communautaire. C'est une application puissante pour les utilisateurs illettrés.

Au Nigeria, RapidSMS a été utilisé pour gérer la distribution de près de 70 millions de moustiquaires traités à l'insecticide pour lutter contre le paludisme<sup>60</sup>. L'Unité d'innovation de l'UNICEF, en collaboration avec le développeur de technologies pour le changement Dimagi, a créé une application appelée Rapid Android<sup>61</sup>. Android est un système d'exploitation ouvert pour les téléphones portables. Rapid Android est une version de RapidSMS qui transforme un téléphone en un appareil de collecte et d'analyse des informations pour aider les travailleurs humanitaires dans leurs efforts de distribution plus efficace de l'aide. Les membres des communautés locales peuvent apprendre à utiliser des téléphones portables peu chers et conviviaux pour transmettre aux autorités par textos des statistiques sur la santé, les disponibilités alimentaires et l'utilisation de moustiquaires de lit de leur communauté. Les travailleurs humanitaires peuvent rassembler et traiter les données là où il y a une connexion sans fil. Ce système a essentiellement été utilisé comme un moyen peu cher, mais extrêmement efficace, de gérer la chaîne d'approvisionnement. La figure 2 présente un « tableau de bord » de RapidSMS qui sert à assurer le suivi de données médicales dans l'État

Figure 2. RapidSMS et un inventaire de fournitures médicales



Source: UNICEF, disponible sur <<http://rapidsmsnigeria.org/vlm/ss>>.

d'Edo, au Nigeria. Grâce à l'utilisation d'appareils portables pour saisir les données, le tableau de bord présente une mise à jour en temps réel de l'inventaire des fournitures médicales dans divers endroits. Que ce soit pour des moustiquaires de lit ou des vaccins, la même logique de réseau réparti peut s'appliquer à la gestion d'autres questions.

En l'absence de téléphonie mobile et de RapidSMS (ou de FrontlineSMS), le seul autre moyen d'atteindre le même niveau de connaissance de la situation et de gestion de l'information serait une bureaucratie complexe et extrêmement chère composée de centaines de travailleurs de terrain et de personnel d'encadrement et administratif avec un soutien de logistique et de transport. C'est bien sûr exactement le type de capacité administrative qui manque en Afrique. Plutôt que de compter sur des bureaucraties complexes, chères et difficiles à entretenir, le travail de l'UNICEF au Nigeria dépend de « l'approvisionnement par la foule ». Les villageois munis d'appareils mobiles conviviaux accomplissent ce qu'une bureaucratie aurait du mal à faire.

L'approvisionnement par la foule désigne la mobilisation du public — la foule — pour effectuer en général de petites tâches incrémentielles

qui, combinées, accomplissent des objectifs remarquables. De nos jours, on trouve des exemples d'approvisionnement par la foule partout où il y a un réseau disposant de moyens électroniques pour relier les gens à des tâches. Par exemple, les Archives nationales des États-Unis invitent le public à les aider à étiqueter des photos et des documents archivés. On peut citer le projet visant à étiqueter des photos du défilé pour les droits civils de 1963 à Washington. On s'assure de l'exactitude au moyen de la contre-vérification et de l'inspection fournies gratuitement par des membres du public. Un autre exemple plus complexe d'approvisionnement par la foule est Foldit, un jeu vidéo de puzzle en ligne sur le pliage des protéines qui invite tous ceux qui veulent à « jouer ». En 2011, les participants ont produit un modèle tridimensionnel exact d'une enzyme liée au sida en 10 jours alors que les scientifiques n'y arrivaient pas depuis plus de dix ans<sup>62</sup>.

Un autre exemple d'approvisionnement par la foule est la réponse des services de police de Vancouver, en Colombie-Britannique, aux grosses émeutes liées au hockey en 2011. Des dizaines de personnes ont été blessées dans des violences gratuites qui ont éclaté après la défaite de l'équipe de hockey de Vancouver en championnat. Un site Internet administré par la police demandait aux gens d'identifier les photos de ceux qui avaient participé aux émeutes et d'envoyer des photos ou des vidéos prises pendant les émeutes pour identifier les participants et les auteurs des violences. À compter de décembre 2012, l'équipe intégrée d'enquête sur les émeutes avait recommandé 1 040 accusations criminelles contre 315 émeutiers présumés<sup>63</sup>.

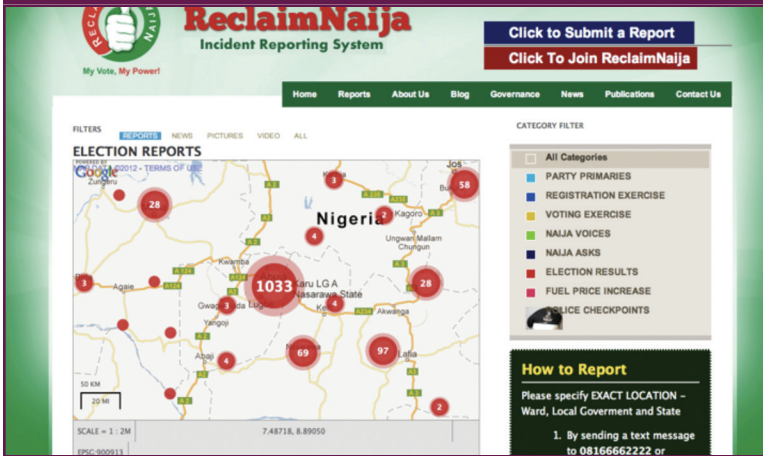
L'approvisionnement par la foule exploite les capacités latentes des membres du grand public qui s'intéressent à une question ou une action particulière, comme la prévention de la criminalité et la reddition de comptes par la police. La puissance de la collecte de données par l'approvisionnement par la foule se conjugue aux capacités de gestion des données et de visualisation des SIG pour permettre une « cartographie de crise » ou « cartographie de la criminalité ». En

réalité, elle peut servir à cartographier tout ce qu'une « foule » veut faire remarquer. La cartographie avec des SIG ouverts est simplement un moyen de stocker et de visualiser des entrées fournies par la foule au sujet d'une question particulière. Ushahidi est l'exemple le plus remarquable et utilisé le plus couramment d'une plateforme SIG de cartographie ouverte.

Ushahidi, qui veut dire « témoin » ou « témoignage » en swahili, est une plateforme logicielle ouverte créée par des technologues kényans après les élections générales de 2007 pour enregistrer et cartographier les épisodes de violence électorale en utilisant des téléphones portables, un SIG et la géolocalisation par satellites (GPS). La géolocalisation par satellite est un système qui donne des informations sur la position en temps réel. Intégré dans la plupart des téléphones portables, le système GPS permet de savoir précisément où l'on se trouve à un moment donné. Ushahidi permet aux activistes de tirer parti de la téléphonie mobile pour produire des rapports approvisionnés par la foule au sujet de situations ou d'événements importants. Il a servi dans toutes sortes de circonstances allant de l'observation des incendies de forêts en Russie à l'évaluation des besoins humanitaires en Haïti après le tremblement de terre de 2010. En 2008, Ushahidi a également servi à suivre les violences contre les immigrants en Afrique du Sud ainsi que les violences en République démocratique du Congo<sup>64</sup>.

Une autre illustration est ReclaimNaija, qui a utilisé l'approvisionnement par la foule et Ushahidi pour observer les élections de 2011 au Nigeria (voir la figure 3). Les gens téléphonaient ou envoyaient des textos sur divers types d'événements ou d'activités se rapportant à ces élections. Chaque point rouge sur la figure 3 regroupe des événements ou des incidents signalés en rapport avec les élections. Sur une carte numérique active sur le web, on peut cliquer sur un point et zoomer sur une nouvelle carte correspondant à cette position géographique plus détaillée. On peut aussi consulter des rapports approvisionnés par la foule, des actualités, des images et des vidéos en

**Figure 3. Observation des élections grâce à l'approvisionnement par la foule au Nigeria**



Source: ReclaimNaija, disponible sur <<http://reclaimnaija.net/>>.

rapport avec cet endroit. On peut répondre à des questions comme « Que s'est-il passé ? », « Quand et où cela s'est-il passé ? » et, parfois, « Qui l'a fait ? » à peu ou pas de frais.

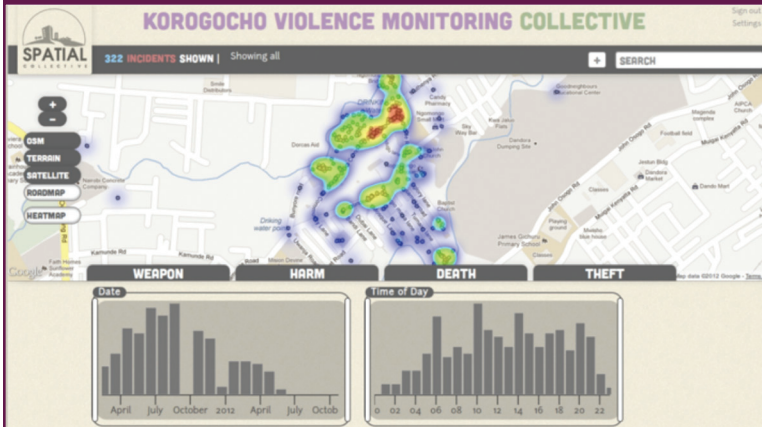
Les mécanismes SIG et de comptes rendus répartis, habituellement des téléphones portables, servent aussi à signaler, visualiser et analyser les statistiques sur les crimes et délits et leurs caractéristiques géographiques. De nos jours, il y a une grande variété de plateformes de cartographie de la criminalité en Amérique du Nord et en Europe. Une telle technologie qui rend possible le maintien de l'ordre commence aussi à se répandre en Afrique. En Afrique du Sud, le Programme Criminalité et Justice de l'Institut d'études de sécurité observe la criminalité dans le cadre de ses efforts visant à améliorer la sécurité publique et le travail des organismes de la police. Une partie de ce programme est le Crime Map Viewer, une plateforme SIG publique qui permet aux citoyens de voir les statistiques sur la criminalité de chaque poste de police de l'Afrique du Sud telles qu'elles sont archivées par le Service de police de l'Afrique du Sud. Crime Map Viewer est basé sur les données de la police au sujet de la criminalité. Bien sûr, comme on l'a fait remarquer auparavant,

le problème de cette initiative, rendue possible par la technologie, est qu'il est souvent difficile d'obtenir des données officielles fiables sur la criminalité en Afrique. La collecte de données sur la criminalité au moyen de l'approvisionnement par la foule est donc une méthode de remplacement évidente.

Depuis 2011, la Banque mondiale a soutenu un programme de cartographie de la criminalité dans le bidonville de Korogocho, à la périphérie de Nairobi, pour observer les conflits, la criminalité et les violences. Ce projet a été lancé par l'Institut africain pour la santé et le développement et mis en œuvre par Spatial Collective, une entreprise sociale qui crée des solutions technologiques à l'appui de l'action collective. Ce projet comprenait la participation d'une assemblée locale élue qui se réunissait régulièrement pour discuter des problèmes de la communauté et identifier les causes des conflits, de la criminalité et des violences. Dans ce cadre, le programme a soutenu la collecte de données par des membres de la communauté sur des cas de violence survenus dans des villages précis. Les vols qualifiés, les homicides, les vols, les viols, les agressions à l'arme blanche, la violence des gangs et des incidents similaires étaient documentés en détail, tout en prévoyant des mesures de protection pour préserver l'anonymat de ceux qui signalaient les crimes. Une carte de Korogocho a été créée ; elle indiquait tous les équipements importants (écoles, hôpitaux, postes de police, sites de projets pilotes, etc.) et la position géographique précise des incidents liés à des conflits, la criminalité et la violence. En un an, l'équipe locale a enregistré 322 incidents avec des concentrations clairement visibles de la criminalité dans certains secteurs du bidonville. Pour assurer la durabilité du programme, Spatial Collective a créé une plateforme de suivi sur mesure qui permettait la saisie de données presque en temps réel et offrait des fonctions analytiques, portant par exemple sur les types de crimes et de délits, ainsi qu'un calendrier pour visualiser les tendances de la criminalité en fonction de l'heure, du jour de la semaine ou pendant tout un mois (voir la figure 4)<sup>65</sup>.



**Figure 4. Carte de surveillance de la criminalité de Korogocho**



Source: Spatial Collective, disponible sur <<http://www.spatialcollective.com/>>.

Le Réseau d'alerte précoce et de réponse rapide (Early Warning and Response Network ou LERN) du Liberia offre une autre illustration d'une plateforme de surveillance de la criminalité rendue possible par les TIC. Le groupe de travail sur l'alerte précoce et la réponse rapide est un consortium de 18 organisations de la société civile, organismes gouvernementaux, agences de l'ONU et ONG. Pendant deux ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, 2 335 signalements ont été enregistrés dans la plateforme du LERN, dont des voies de fait, des homicides, des cas de violence sexiste et de corruption (voir la figure 5).

Toutefois, les solutions s'appuyant sur les TIC ne sont pas infaillibles. Hatari, une initiative d'Ushahidi au Kenya, n'a pas eu beaucoup de succès, en raison essentiellement du manque de participation du public. Hatari (« danger » en swahili) permettait à tous les habitants de Nairobi de soumettre des informations sur la criminalité et la corruption dans cette ville (voir la figure 6). Il est bon de souligner que la reddition de comptes par la police était incluse dans le déploiement de la cartographie de la criminalité d'Hatari. Les participants soumettaient des informations sous forme de texte (textos, mails, consultations du site Internet et tweets),



Source: LERN, disponible sur <<http://www.lern.usahidi.com/>>.

d'images et de vidéos. Hatari aurait dû réussir, mais très peu de crimes ont été signalés sur ce site pendant qu'il était actif entre septembre 2009 et novembre 2012.

Pourquoi cet échec ? L'approvisionnement par la foule marche uniquement lorsqu'il y a un effort organisé et efficace de mobilisation, comme ce fut le cas pour le déploiement de ReclaimNaija au Nigeria. Sinon, la foule reste passive. L'efficacité des plateformes SIG ouvertes approvisionnées par la foule n'est pas uniquement un phénomène qui dépend de l'offre. On ne peut pas partir du principe que le public participera même si le sujet est une priorité. En réalité, les relations avec la communauté sont aussi importantes que la technologie présentée.

En effet, une analyse de plus de 15 000 déploiements de Crowdmapping d'Ushahidi révèle seulement environ 500 cas où le public a participé de façon durable<sup>66</sup>. Il y a deux catégories générales de déploiements

**Figure 6. Plateforme de cartographie de la criminalité Hatari**



Source: Hatari, available at <<http://www.hatari.co.ke>>.

d'Ushahidi : ceux qui réagissent à des catastrophes naturelles et ceux qui réagissent à des situations civiles et politiques. Dans le cas des catastrophes naturelles, le public est déjà mobilisé — c'est-à-dire qu'il est déjà disposé à utiliser le déploiement d'une plateforme connexe d'Ushahidi pour soumettre des informations, des images et des vidéos par coups de téléphone, textos ou tweets - par l'énormité d'une calamité soudaine et l'attention qu'y prêtent les médias locaux et internationaux. Pour ce qui est de la deuxième sorte de déploiement, axé sur des situations civiles et politiques, le succès de la mobilisation dépendra davantage de la mobilisation de la communauté par des associations de la société civile.

Dans le cas du déploiement de ReclaimNaija, des mois de travail préparatoire en prévision d'un seul événement prévisible — une élection — ont été décisifs. Une organisation de la société civile dénommée Community Life Project (CLP) a organisé et mobilisé toutes sortes de parties prenantes nigérianes, y compris des jeunes, des quartiers et des associations professionnelles, pour parler autour d'eux du déploiement

de ReclaimNaija par Ushahidi et de la façon dont il fonctionnait. Le site Internet de ReclaimNaija décrit ainsi la coalition de ces organisations de la société civile :

*Cette plateforme réunit un vaste réseau d'organisations communautaires de tout le pays comprenant surtout des travailleurs du secteur informel et des groupements professionnels comme des associations de mécaniciens, charpentiers, vulcaniseurs, soudeurs, passagers et propriétaires d'okada [moto-taxis], vendeuses et vendeurs sur les marchés, électriciens, tailleurs, coiffeurs, associations de développement communautaire, activistes, professionnels patriotiques, organisations de la société civile et confessionnelles<sup>67</sup>.*

Un partenaire clé de CLP était la Fédération des associations de femmes musulmanes du Nigeria (FOMWAN). La FOMWAN a été établie en 1985 et, au moment de l'élection de 2011, elle était présente dans 34 des 36 États du Nigeria avec 500 groupes affiliés<sup>68</sup>. Cette vaste coalition multisectorielle a été essentielle au succès de ReclaimNaija. Par l'intermédiaire de la FOMWAN, CLP a obtenu la participation de milliers de Nigériens. Cette campagne a utilisé des techniques innovantes, comme l'utilisation d'autocollants sur les motos de livraison et de transport que l'on voit partout et des bracelets de couleurs vives qui donnaient le numéro de téléphone pour envoyer des textos sur les cas de fraude électorale.

Si on le compare à ReclaimNaija, l'exemple d'Hatari démontre que le déploiement d'une plateforme d'approvisionnement par la foule n'arrivera probablement pas à atteindre une masse critique s'il n'y a pas de mobilisation communautaire concrète. Le lancement a été réalisé par du personnel d'Ushahidi issu d'iHub à Nairobi et la faisabilité technique d'Hatari était donc pratiquement assurée. Mais il n'y a pas eu de réunions

au niveau de la communauté. Personne n'a encouragé les associations de la société civile à adopter et promouvoir la plateforme. La technologie n'est qu'un des éléments de la solution. Une stratégie de participation de la société civile pour mobiliser le public est l'autre élément essentiel.

Toutefois, la combinaison des technologies de l'information et d'une société civile mobilisée peut être un mécanisme puissant de lutte contre la corruption. Le versement de pots-de-vin pour obtenir des services essentiels de la part du gouvernement, une caractéristique d'une gouvernance faible, est une pratique généralisée dans de nombreuses parties du monde. « Le tarif actuel pour faire entrer au lycée un jeune qui a déjà rempli les conditions d'admissibilité est de 20 000 shillings à Nairobi, au Kenya. La somme à verser pour obtenir un permis de conduire après avoir réussi l'examen est de 3 000 roupies à Karachi, au Pakistan<sup>69</sup>. » Les systèmes de surveillance approvisionnés par la foule, comme [www.ipaidabribe.com](http://www.ipaidabribe.com) administré par un organisme sans but lucratif appelé Janaagraha en Inde, permettent aux citoyens de signaler anonymement la petite corruption<sup>70</sup>. À Lagos, StoptheBribes! (StB) est une plateforme d'Ushahidi lancée par la Fondation CLEEN (auparavant appelée le Center for Law Enforcement Education in Nigeria) qui signale grâce à l'approvisionnement par la foule les demandes de pots-de-vin faites par les policiers de cette ville. Les conducteurs de Lagos risquent toujours d'être arrêtés par une exaction de la police qui est aussi troublante qu'elle est fréquente. Un groupe de policiers entourera le véhicule et demandera au conducteur de se rendre à un endroit proche, à l'abri des regards. Là, les menaces sont suivies d'offres de remédier à la situation en échange du paiement d'une certaine somme. StB a pour objectif de surveiller ces incidents et, avec le temps, en nommant et en vexant les policiers qui y prennent part, d'y mettre fin. Les citoyens sont encouragés à envoyer des textos qui décrivent les incidents de ce type, en indiquant l'heure, le lieu, le montant du pot-de-vin, et le nom et le numéro de l'insigne du/des policier(s) coupable(s) de ces exactions<sup>71</sup>.

Que ce soit par un téléphone portable, une connexion à haut débit ou des coordonnées GPS sur une carte élaborée avec un SIG, l'échange croissant d'informations en Afrique donne de nouveaux moyens d'agir aux communautés. Bref, *les TIC changent la nature de la mobilisation communautaire*, mais elles ne la remplacent pas.

### **Viabilité de l'action collective rendue possible par les TIC pour lutter contre la criminalité en Afrique**

Bien que la criminalité soit entraînée par divers facteurs, les institutions faibles et dysfonctionnelles de l'État jouent un rôle central. Des forces de police professionnelles qui font bien leur travail sont le meilleur moyen d'empêcher la criminalité. Mais lorsque la police est jugée corrompue et inefficace (ou lorsqu'elle commet elle-même des actes criminels), le public ne se sent pas en sûreté et les criminels pensent avoir les coudées franches. Les populations vulnérables ont alors recours à des mesures désespérées, y compris le fait de confier un élément central de la gouvernance — assurer la sécurité de la communauté — à des groupes d'autodéfense qui peuvent devenir prédateurs et criminels.

Pour régler à long terme le problème des institutions faibles et inefficaces de l'État, il faut bâtir des institutions solides, compétentes et qui rendent des comptes. En définitive, la meilleure source de sécurité est un gouvernement qui rend des comptes au public qu'il sert et dont la conduite est transparente. La protection des civils par une force de sécurité responsable, qui rend des comptes et ne joue pas de rôle politique devrait être l'objectif ultime du renforcement des capacités des forces de l'ordre. Toutefois, dans la plus grande partie de l'Afrique, les progrès en ce sens prendront du temps - alors que la criminalité demeure une menace immédiate et grave.

L'action collective rendue possible par les technologies offre une solution viable à court terme qui complète les efforts traditionnels de lutte contre la criminalité. Les TIC facilitent la tâche des groupes

communautaires et des ONG qui veulent organiser des réponses à la criminalité ou même mettre en lumière et, partant, réduire les cas d'incompétence et de corruption des policiers. L'amélioration de la transparence et de la reddition de comptes peut être obtenue par des téléphones portables connectés dans un but commun par FrontlineSMS ou RapidSMS et qui produisent pratiquement le même effet qu'un grand réseau de caméras de télévision en circuit fermé. Ushahidi ou d'autres plateformes de gestion des données aident à visualiser et organiser des données pour optimiser la planification et l'application de ressources limitées. Bref, les TIC peuvent donner aux citoyens les moyens de s'organiser pour protéger leur communauté rapidement et à peu de frais. Les Nigériens voulaient une élection propre et équitable en 2011. En associant les téléphones portables, Ushahidi et le soutien énergique d'organisations de la société civile, ReclaimNaija a aidé à réaliser les souhaits de cette communauté et à améliorer sensiblement la crédibilité du processus électoral au Nigeria.

Il n'en reste pas moins que les TIC et leurs nombreuses applications ne suffisent pas pour opérer un changement politique et social positif à elles seules. La technologie n'a pas d'intention, pas de but intrinsèque et pas de capacité morale. C'est un outil. Comme un marteau, elle peut servir à construire ou à détruire. L'action collective rendue possible par les TIC peut parfois entraîner encore plus de violence, et non pas moins. Bien que cela soit vrai dans certains cas, cet argument néglige le point essentiel : les TIC peuvent servir à toutes les fins désirées par les utilisateurs. Pour que les TIC jouent un rôle positif, il faut absolument qu'il y ait des associations de la société civile qui fassent le lien entre la motivation pour la réforme sociale et les technologies. C'est de cette façon que des associations de la société civile comme CLP, qui a pris la tête du déploiement de ReclaimNaija, ont réussi à exploiter le pouvoir offert par des TIC de plus en plus accessibles. La participation active de la société civile est essentielle à la réalisation du potentiel qui se trouve dans les initiatives rendues possibles par les

TIC, en particulier pour assurer la poursuite et l'expansion des efforts tels que la lutte communautaire contre la criminalité.

L'action collective rendue possible par les TIC sert à favoriser l'amélioration de l'efficacité et de la reddition de comptes des institutions gouvernementales. Dans certains cas, cela se fait en nommant les coupables et en leur faisant honte, comme lorsqu'un site Internet documente publiquement les demandes de versement de pots-de-vin par des policiers. Dans d'autres cas, les TIC permettent de mesurer la gravité d'un phénomène, que ce soit la criminalité dans un bidonville de Nairobi ou le nombre de maisons détruites pendant une opération policière dans le nord du Nigeria. Les TIC peuvent également former le fondement de meilleurs rapports entre la communauté et la police et améliorer les capacités et l'efficacité des forces de police africaines d'une façon transparente et responsable. Il faut espérer que ce soit une affaire de réglementation par révélation. En révélant les insuffisances ou en mesurant la gravité d'un problème, la police, les communautés et les responsables gouvernementaux ont l'occasion de régler un problème identifié plus clairement.

## **Recommandations**

L'adoption et l'adaptation rapides des nouvelles technologies de l'information et de la communication en Afrique créent de nombreuses chances de s'attaquer à l'insécurité et la criminalité répandues, surtout dans les bidonvilles de l'Afrique. Les progrès dans le domaine de l'imagerie et de la gestion des données peuvent améliorer l'efficacité de la police et optimiser l'application de ressources publiques peu abondantes, tandis que la téléphonie mobile et d'autres TIC extrêmement répandues peuvent jeter les bases d'actions collectives et de nouveaux rapports entre la communauté et la police de façons inimaginables jusqu'alors. Collectivement, ces types d'initiatives peuvent réduire progressivement les taux élevés de criminalité, qui sont devenus un perpétuel défi de taille en matière de sécurité ainsi qu'un obstacle au développement.



Les TIC fournissent aussi des outils pour faire face à des problèmes institutionnels plus graves. D'une façon générale, la sécurité publique est considérée comme la principale responsabilité d'un gouvernement. Les forces de police qui ne protègent pas les citoyens de la criminalité constituent une défaillance majeure du gouvernement qui porte atteinte à la crédibilité et la légitimité de celui-ci. C'est particulièrement vrai lorsque la police elle-même est la source de la criminalité et de l'insécurité, ce qui arrive trop souvent en Afrique. La réforme d'institutions étatiques faibles et qui ne rendent pas de comptes, en particulier la police, peut alors atténuer cette crise plus profonde au niveau de la légitimité et de l'instabilité latente. Toutefois, l'application des améliorations de la transparence ne doit pas se concentrer seulement sur les réformes institutionnelles et les bonnes intentions de ceux qui détiennent le pouvoir au sein de ces institutions. Les TIC et l'approvisionnement par la foule permettent de renforcer les acteurs non gouvernementaux *extérieurs* qui assurent un contrôle afin d'encourager et d'étoffer des réformes internes. Ce sont de nouveaux outils capables d'améliorer la transparence et la performance des forces de police africaines.

Bref, la popularité croissante des TIC en Afrique crée de nouvelles opportunités de faire progresser :

- ◆ L'action collective pour améliorer la sécurité communautaire
- ◆ L'efficacité de la police
- ◆ Les rapports entre la communauté et la police
- ◆ La reddition de comptes par la police.

Trois types particuliers de TIC sous-tendent ces progrès possibles : l'imagerie haute-fidélité, le traitement et la gestion des données et les communications, que ce soit au moyen de téléphones, de textos ou de téléphones intelligents pouvant accéder à l'Internet. Pourtant, l'expérience indique que les interventions bien intentionnées utilisant les dernières technologies ne sont pas suffisantes sans l'élément le plus

important des initiatives communautaires, à savoir la communauté locale. La réussite des initiatives fondées sur les TIC dépend de la force, la taille et la compétence des réseaux et des groupes qui les lancent et les entretiennent. En outre, les technologies nouvelles peuvent également être utilisées abusivement, par les criminels aussi bien que l'État ou la police. Il faut donc impérativement obliger la police à rendre davantage de comptes et garantir les protections et les restrictions appropriées si l'on veut maximaliser et perpétuer les bénéfices potentiels de l'action collective rendue possible par les TIC.

### **L'action collective pour améliorer la sécurité communautaire**

Les TIC offrent aux communautés africaines des outils flexibles pour améliorer rapidement et à peu de frais leur sécurité individuelle et collective. La grande popularité des téléphones portables en Afrique permet aux communautés de mettre au point des méthodes de transmission des informations sur la criminalité en temps réel de façon à ce que les membres de la communauté puissent éviter les zones à forte criminalité ou avertir les responsables locaux des différends qui sourdent avant qu'ils ne s'aggravent. Des logiciels et des applications de cartographie disponibles gratuitement peuvent permettre aux communautés d'effectuer certaines actions rudimentaires de surveillance des activités criminelles dans leur région en utilisant des ordinateurs et des téléphones intelligents, ce qui leur permet de mieux comprendre les causes et les éléments contributifs de la criminalité locale. Conjointement avec les communications par téléphones portables, les communautés pourraient alors organiser des itinéraires sûrs et décider d'heures où les gens pourraient se rendre ensemble vers des centres d'activité clés, comme les marchés, les principaux points de rencontre des réseaux de transport ou les installations sanitaires<sup>72</sup>.

Il s'agit là de mesures que les communautés peuvent prendre dans l'immédiat pour réduire la criminalité avec une intervention extérieure limitée, mais leur succès dépendra du degré d'organisation des membres des communautés. Même les initiatives les plus simples requièrent un

minimum d'organisation étant donné que la saisie et la transmission de données par de nombreuses personnes sont essentielles pour les réaliser. Ce qui a assuré le succès de ReclaimNaija au Nigeria n'était pas la plateforme d'Ushahidi ou la téléphonie mobile, bien que ces technologies aient joué un rôle crucial dans cette initiative, mais ce fut plutôt l'étendue de la portée de l'organisation locale qui a apporté son soutien et de son réseau d'organiseurs communautaires qui ont fait passer le message, dans tout le pays, jusque dans les communautés isolées selon lequel quelque chose d'aussi ésotérique qu'une plateforme SIG de cartographie ouverte pouvait être utilisée pour empêcher les pratiques électorales corrompues.

C'est pour cette raison que les ONG internationales, les organisations internationales et les organismes de financement désireux de renforcer les capacités de prévention de la criminalité basées sur les TIC devraient faciliter plutôt que de lancer de telles initiatives et laisser les organisateurs locaux diriger l'opération sur le terrain. Le rôle le plus approprié pour les partenaires internationaux est de fournir une aide matérielle et peut-être une assistance technique, bien que même cette dernière puisse être problématique. Les techniciens occidentaux maîtrisent souvent des solutions techniques complexes, coûteuses et nécessitant l'accès aux systèmes d'information à haut débit les plus modernes. L'Afrique rattrape rapidement son retard sur le reste du monde, mais les solutions à bas débit qui se basent sur les appareils portables demeurent ce qui convient le mieux pour les initiatives dans cette région. En général, pour réussir, les initiatives faisant appel à la technologie en Afrique doivent venir de la région et être reliées aux réseaux locaux de citoyens. Heureusement, iHub au Kenya, le CcHUB au Nigeria et d'autres centres d'innovation africains sont disponibles, tout comme le sont les membres de l'équipe d'Ushahidi, les développeurs de FrontlineSMS et de RapidSMS, et toute une gamme d'autres innovateurs africains du domaine des TIC.

Bref, *les techniciens africains s'attaquent aux problèmes africains avec ingéniosité.* Les partenaires internationaux devraient se concentrer davantage sur le financement du meilleur matériel et un peu de

formation. L'initiative « TechWomen » du Bureau des affaires éducatives et culturelles du Département d'État des États-Unis, par exemple, invite aux États-Unis des femmes qui sont en train de prendre des positions de leadership dans les sciences, les technologies, le génie et les mathématiques au Proche-Orient et en Afrique pour qu'elles participent à un programme de mentorat professionnel. Dans le cadre du programme élargi, des femmes travaillant dans le secteur de la technologie du Cameroun, du Kenya, du Nigeria, du Rwanda, de la Sierra Leone, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe auront la possibilité de venir aux États-Unis pour un programme de mentorat de 4 à 6 semaines avec leurs homologues américaines<sup>73</sup>.

De plus, le secteur international de l'information peut pratiquer la « philanthropie des données ». L'information est le carburant qui alimente les initiatives portant sur les TIC. Par exemple, les entreprises ou les organismes gouvernementaux spécialisés dans l'imagerie pourraient fournir des données et des images satellitaires géorectifiées qui serviront de bases pour la cartographie d'événements approvisionnée par la foule comme la carte de la criminalité de Korogocho décrite plus haut.

### **L'efficacité de la police**

Les technologies de l'information et de la communication peuvent servir de multiplicateurs de force extraordinaires pour les services de police souvent débordés et à court d'argent de l'Afrique. Grâce à l'imagerie haute-fidélité, la police peut se familiariser avec de grandes superficies, même dans le cas de l'aménagement souvent déconcertant des bidonvilles très peuplés. À l'aide d'un simple logiciel de gestion des données, la police peut commencer à créer des cartes vitales de la criminalité pour mieux concentrer son personnel et ses moyens limités. Accroître l'accès aux téléphones portables signifie aussi que la police peut rester en contact avec les gens plus souvent, plus facilement et à moindre coût, ce qui améliore les signalements et les communications. Même de simples TIC fournissent des capacités de surveillance, de

renseignement et de communication qui élargissent la portée des capacités de la police.

En Ouganda, par exemple, un chercheur associé à l'Université Duke a formé un partenariat avec la Fondation AVSI (Associazione Volontari per il Servizio Internazionale ou Association des volontaires pour le service international) pour étudier le retour des personnes déplacées dans le district de Gulu dans le nord de ce pays. Des images satellitaires de GeoEye données ont servi à créer un échantillonnage représentatif des Ougandais déplacés par le conflit qui dure depuis 20 ans entre le gouvernement ougandais et l'Armée de résistance du Seigneur. Ce projet établit la cartographie du processus de transition à mesure du retour des personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda et il a beaucoup amélioré les efforts de stabilisation, le ciblage des interventions et de la reconstruction, et l'ordonnement des besoins et des difficultés au niveau de la logistique<sup>74</sup>. Des utilisations similaires des technologies de traitement d'images et d'autres formes de technologies de la communication et de gestion des données peuvent accroître l'efficacité de la police de façons comparables.

La police nigériane a lancé plusieurs programmes-pilotes pour améliorer la surveillance et ses réponses à l'aide des TIC dans de grandes zones urbaines. En 2011, des caméras à énergie solaire ont été installées dans des zones à forte criminalité dans quatre villes principales, dont Lagos, pour assurer une surveillance constante. Plusieurs nouveaux véhicules de police ont également été munis d'un système de géolocalisation qui permet le déploiement rapide et focalisé de la police lorsqu'une activité criminelle est détectée sur les images fournies par les caméras<sup>75</sup>. Ce programme a été développé et il comprend maintenant Abuja, la capitale.

La difficulté de ces applications des TIC tient à ce qu'il faut que la police rende davantage de comptes pour empêcher ces outils de devenir un moyen pour les policiers de se montrer plus efficaces dans leurs extorsions ou leur brutalité. L'adoption des TIC doit donc être

accompagnée de réglementations strictes qui obligent la police à faire preuve de transparence en ce qui concerne les informations qu'elle recueille — par exemple, en donnant aux organisations de la société civile nigériane accès aux registres de géolocalisation des nouveaux véhicules de police et/ou aux enregistrements des images des caméras. Les données et les rapports devraient être diffusés publiquement et fréquemment. Les sanctions et les punitions en cas d'abus doivent être définies clairement et avoir l'effet dissuasif adéquat. Heureusement, les TIC peuvent créer de nouvelles formes de relations entre la communauté et la police et de contrôle par des groupes indépendants de la société civile pour mieux veiller à ce qu'elles soient utilisées pour améliorer la performance de la police plutôt que pour faciliter encore davantage les écarts de conduite.

### **Les rapports entre la communauté et la police**

Les outils des TIC créent des liens simples, mais durables, entre les communautés et les services de police de l'Afrique, de façon à surmonter le manque de confiance entre ces groupes. Avec des téléphones portables, les Africains peuvent signaler plus rapidement et facilement les incidents à la police et fournir des renseignements sur les activités criminelles. Pour sa part, la police peut garder le contact avec des zones qui manquent d'agents de maintien de l'ordre en dépit de la pénurie de personnel. Ces liens peuvent souvent être établis anonymement, ce qui renforce grandement la capacité des citoyens à signaler des faits sans craindre d'être visés par la suite, que ce soit par des criminels ou des policiers indisciplinés. Ushahidi, par exemple, garantit la confidentialité des signalements et du partage des données. Pareillement, la police peut aussi commencer à œuvrer à l'amélioration des relations et l'établissement de la confiance avec les communautés réticentes ou distantes, en étant accessible à distance par l'intermédiaire des TIC. Autrement dit, si le renforcement de la présence policière n'est pas bien accueilli par certaines communautés, les policiers peuvent quand même être contactés rapidement par l'intermédiaire des TIC. Essentiellement,

les TIC renforcent les principes régissant la police communautaire et offrent des avantages énormes du fait des économies d'échelle.

De tels rapports entre la communauté et la police peuvent passer à un niveau supérieur avec le temps. Ce qui commence par l'amélioration des signalements et des communications peut s'élargir par la suite pour inclure la collecte par la police de données sur la criminalité grâce à l'approvisionnement par la foule dans les communautés concernées, de sorte que des contre-mesures efficaces puissent être prises pour contenir et prévenir des schémas récurrents de criminalité. Dans de tels scénarios, les communautés peuvent signaler des crimes et des délits au moyen de téléphones portables à de petites équipes de policiers qui s'occupent alors du recensement, de la vérification croisée et du suivi selon les besoins. C'est ce modèle même qui a été utilisé pendant la période précédant le référendum de 2010 sur la nouvelle constitution du Kenya, qui s'est déroulé avec un minimum de troubles moins de trois ans après les violences généralisées qui ont caractérisé les élections nationales de 2007 et fait plus de 1 000 morts. En 2010, les Kenyans pouvaient signaler les propos haineux, les menaces ou les violences par SMS à une initiative appelée Uwiano (« connexion » ou « cohésion » en swahili) administrée conjointement par le ministère d'État de l'Administration provinciale et la Sécurité intérieure et une ONG du nom de PeaceNet. Les analystes au siège d'Uwiano classaient alors les incidents signalés par SMS en fonction du risque de violence. Les signalements de catégorie prioritaire étaient communiqués à des équipes de policiers ou à d'autres autorités pour réponse immédiate. À partir des informations transmises par l'intermédiaire d'Uwiano, la police a pu intervenir et empêcher plusieurs attaques, même dans des zones qui avaient connu beaucoup de violence en 2007-2008, ce qui a probablement réduit le risque d'escalade de la violence dans un climat électoral tendu<sup>76</sup>. Cette initiative a ensuite été élargie pour servir à détecter et empêcher la violence au-delà du calendrier électoral, et en 2012, des centres de coordination avaient été établis dans 40 comtés du Kenya. D'autres initiatives d'approvisionnement par la

foule utilisant Twitter, le courrier électronique ou des signalements en ligne ont également été utilisées aux mêmes fins au Kenya.

Le manque de données est un autre grand obstacle à la lutte plus systématique contre la criminalité. Des initiatives de collecte de données au moyen d'un approvisionnement par la foule au sein des communautés dans des municipalités précises pourraient donc considérablement combler les énormes lacunes dans le domaine des données au sujet de la criminalité en Afrique. De telles approches expérimentales pourraient aider à guider les forces de police locales dans l'identification des facteurs les plus pertinents qui encouragent la criminalité et pourraient ainsi étendre et professionnaliser les opérations de maintien de l'ordre. Par exemple, des initiatives de cartographie de la criminalité, comme le Réseau d'alerte précoce et de réponse rapide du Liberia, pourraient faire naître des partenariats plus solides entre les services de police locaux et les communautés.

### **La reddition de comptes par la police**

L'un des facteurs majeurs qui contribuent à la criminalité en Afrique est le peu de comptes que doivent rendre les forces de police africaines. Malheureusement, la combinaison actuelle des données très insuffisantes sur la criminalité, de l'interaction minimale entre la communauté et la police et de la capacité de commettre des crimes avec très peu de chances d'être pris ou mis en présence de preuves adéquates pour permettre des poursuites judiciaires convient tout à fait à trop de policiers (quoique certainement pas à tous) en Afrique. Les TIC ont le pouvoir de redresser cette situation courante.

La téléphonie mobile, les logiciels et les applications de gestion des données, et les technologies de traitement d'images répandues créent de nouvelles méthodes de saisie, de groupage et de diffusion des preuves de méfaits de la police, allant de la petite corruption aux violations des droits de l'homme et à la pratique systématique de la dissimulation et la corruption. Plusieurs exemples de ces applications des TIC sont déjà



à l'œuvre en Afrique. Une grande compagnie de services d'imagerie satellitaire DigitalGlobe a fourni au Projet Satellite Sentinel, qui produit des rapports sur le conflit dans les régions frontalières entre le Soudan et le Soudan du Sud, des contributions en nature d'images satellitaires de haute priorité couvrant plus de 300 000 km<sup>2</sup>. Le Centre d'analyse de DigitalGlobe a fourni une formation, un soutien analytique et une analyse des images pour ce projet<sup>77</sup>. Cela a permis à Satellite Sentinel de révéler le rôle du gouvernement soudanais dans les destructions et les bouleversements subis par les populations rurales du Soudan du Sud. Pareillement, Human Rights Watch a utilisé des images provenant de satellites de télédétection pour révéler la destruction de maisons provoquée par un raid militaire nigérian à Baga, dans le nord du Nigeria, en avril 2013. Ces images satellitaires ont réfuté les affirmations des forces armées selon lesquelles « seulement 30 maisons ont été détruites » pendant cette opération contre les militants de Boko Haram. « Les responsables communautaires ont déclaré qu'immédiatement après le raid, ils ont compté 2 000 maisons incendiées et 183 cadavres. Les images satellitaires de l'agglomération analysées par Human Rights Watch corroborent ces déclarations et identifient 2 275 bâtiments détruits, dont la grande majorité étaient probablement des habitations, en plus de 125 gravement endommagés<sup>78</sup>. » D'autres exemples sont moins choquants, mais toujours impressionnants. En août 2013, le commandement de la police de l'État de Lagos a révoqué un policier qui avait été filmé en train de demander un pot-de-vin à un conducteur et de le menacer d'arrestation s'il ne payait pas. Après avoir annoncé cette révocation, le porte-parole du commandement de la police de l'État de Lagos a précisé que les membres du public devraient prendre l'habitude de signaler de tels cas, surtout avec des preuves aussi claires et détaillées.<sup>79</sup> Et le petit vidéoclip de l'incident a été visionné plus de 123 000 fois sur YouTube.

De nombreuses initiatives ont été lancées pour identifier les policiers corrompus et leur faire honte au Nigeria. L'initiative d'approvisionnement par la foule Stopthebribes! mentionnée précédemment est un exemple de

cette activité, tout comme l'est une autre initiative nigériane appelée Nigeria Police Watch<sup>80</sup>, une plateforme multimédia en ligne qui rassemble des informations et des rapports sur le maintien de l'ordre au Nigeria et produit des comptes rendus originaux basés sur les incidents signalés par les utilisateurs. Un autre exemple est [www.BribeNigeria.com](http://www.BribeNigeria.com), une organisation de la société civile basée sur les TIC qui tire parti de la technologie pour accroître la reddition de comptes par la transparence<sup>81</sup>.

Des réponses inefficaces à la criminalité en Afrique engendrent la peur et la méfiance du public, entravent le développement économique et font perdre leur légitimité aux institutions de l'État. Ceci favorise à terme l'avènement d'une culture d'impunité. Cette étude a examiné un moyen qui pourrait permettre de rompre ce cycle. Même si les TIC ne sont pas une panacée, les technologies de l'information peuvent néanmoins valoriser des gains d'efficacité si elles sont utilisées correctement et avec une mobilisation communautaire suffisante. Plutôt que de bâtir de grandes structures institutionnelles bureaucratiques, les TIC donnent aux communautés des moyens de faire preuve de vigilance elles-mêmes et des outils puissants pour surveiller les agissements de la police et attirer l'attention du public sur les cas d'inconduite lorsque c'est nécessaire. C'est ainsi que les TIC peuvent inciter les policiers à se conduire correctement. Ce faisant, elles peuvent faciliter l'institutionnalisation de normes professionnelles pour la police. Car, même si les initiatives communautaires sont très utiles à court terme, des services de police professionnels qui rendent des comptes représentent la meilleure façon de lutter contre la criminalité sur la durée. Même si elles ne sont pas suffisantes à elles seules, les TIC sont un élément important de l'équation du renforcement de la sécurité à toutes les étapes du processus.

## Notes

<sup>1</sup> Daniel Sitole, "Kenyan Chief Tweets His Way to Reducing Crime," Inter Press Service, 2 février 2012. "Help, Sheep Missing': How Twitter is Fighting Crime in Kenya," *Telegraph*, 20 février 2012.

<sup>2</sup> "Over 900 Die in Police Custody," South African Broadcasting Corporation, 4 mars 2013.

<sup>3</sup> David Smith, "South African Police Officer Charged with Dragging Man Behind Car," *The Guardian*, 15 mars 2013.

<sup>4</sup> *Report of the Presidential Committee on the Reform of the Nigeria Police Force, presented to President Umaru Musa Yar' Adua* (Abuja: Presidency of Nigeria, avril 2008).

<sup>5</sup> Chidi Anselm Odinkalu, *Criminal Force: Torture, Abuse, and Extrajudicial Killings by the Nigeria Police Force* (New York: Open Society Institute et Network on Police Reform in Nigeria (NOPRIN), 2010), 37.

<sup>6</sup> "Criminalité et développement en Afrique," Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, juin 2005, xiv, disponible sur <[http://www.unodc.org/pdf/research/African\\_report\\_french.pdf](http://www.unodc.org/pdf/research/African_report_french.pdf)>.

<sup>7</sup> "Police Officer Who Shot KU Student Killed by Students," *The Kenyan Daily Post*, 10 juin 2013, disponible sur <<http://www.kenyan-post.com/2013/06/police-officer-who-shot-ku-student.html>>.

<sup>8</sup> Cyrus Ombati, "Mob Injustice Cause of Many 2011 Deaths-Police Statistics," *Standard Digital*, 30 décembre 2011, disponible sur <<http://www.standardmedia.co.ke/?articleID=2000049182&pageNo=1>>.

<sup>9</sup> *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : conflits, sécurité et développement* (Washington, DC: Banque mondiale, 2011).

<sup>10</sup> Steven Livingston et Gregor Walter-Drop, dir., *Bits and Atoms: Information and Communication Technology in Areas of Limited Statehood* (New York: Oxford University Press, 2013).

<sup>11</sup> Toutes les données de l'Afrobaromètre sont disponibles sur <<http://www.afrobarometer-online-analysis.com/aj/AJBrowseAB.jsp>>.

<sup>12</sup> *2011 Étude mondiale sur l'homicide : tendances/contextes/données*, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (Vienne, 2011). Souligné par l'auteur.

<sup>13</sup> "Factsheet: South Africa's official crime statistics for 2012/13," AfricaCheck.org, 19 septembre 2013, disponible sur <<http://www.africacheck.org/reports/factsheet-south-africas-official-crime-statistics-for-201213/>>.

<sup>14</sup> Bruce Baker, *Forces non étatiques de maintien de l'ordre : élargir les paramètres pour faire face à la violence urbaine en Afrique*, Bulletin de la sécurité africaine No 7 (Washington, DC: National Defense University Press, septembre 2010), 1.

<sup>15</sup> *Amélioration de la sûreté et de la sécurité urbaines : Rapport mondial sur les établissements humains 2007* (Londres: ONU-HABITAT, 2007).

<sup>16</sup> Etannibi EO Alemika et Innocent C. Chukwuma, *Criminal Victimization and Fear of Crime in Lagos Metropolis, Nigeria*, CLEEN Foundation Monograph Series No. 1 (Lagos: CLEEN Foundation, 2005).

<sup>17</sup> Carolyn Dempster, "Rape – Silent War on SA Women," BBC, 9 avril 2002.

<sup>18</sup> "MRC: Quarter of Men in South Africa Admit Rape," *Mail & Guardian*, 8 décembre 2011.

<sup>19</sup> Josephine Effah-Chukwuma, dir., "No Safe Haven: Annual Reports of Attacks on Women in Nigeria, November 2005 - December 2007," Project Alert on Violence Against Women, 2007, disponible sur <<http://www.projectalertnig.org/pubs.html>>.

<sup>20</sup> Robert Muggah, "Armed Violence in Africa: Reflections on the Cost of Crime and Conflict," Programme des Nations Unies pour le développement 2007, 2.

<sup>21</sup> Janet E. Fishman, *Measuring Police Corruption* (New York: John Jay Press, 1978).

<sup>22</sup> Gareth Newham, "Tackling Police Corruption in South Africa," Centre for the Study of Violence and Reconciliation, juin 2002, 7.

<sup>23</sup> Julian B. Roebuck et Thomas Barker, "A Typology of Police Corruption," *Social Problems* 21, no. 3 (1974).

<sup>24</sup> *Report of the Special Rapporteur on Extrajudicial, Summary or Arbitrary Executions*, Philip Alston (UN doc. A/HRC/14/24 20 mai 2010), 8.

<sup>25</sup> "ACN Tasks FG on Extra-Judicial Killings by Police," *Vanguard*, 26 septembre 2011.

<sup>26</sup> Odinkalu, 43.

<sup>27</sup> *Ibid.*, 64.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> Alex Last, "The 'Notorious' Jails of Nigeria," BBC, 7 avril 2006.

<sup>30</sup> "Nigeria: Amnesty International Delegates Say Prison Conditions 'Appalling'," Amnesty International, 15 août 2007.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> *PSIRA 2012 Annual Report*, Private Security Industry Regulatory Authority of South Africa, 20, disponible sur <[http://www.psira.co.za/joomla/pdfs/AnnualReport2011\\_2012.PDF](http://www.psira.co.za/joomla/pdfs/AnnualReport2011_2012.PDF)>.

<sup>33</sup> Edoardo Totolo, "Kenya: Vigilantes Unleashed," International Relations and Security Network (ISN), Swiss Federal Institute of Technology-Zurich, 2 juin 2009, disponible sur <<http://www.isn.ethz.ch/isn/Digital-Library/Articles/Detail/?lng=en&id=100755>>.

<sup>34</sup> Caroline Elkins, *Imperial Reckoning: The Untold Story of Britain's Gulag in Kenya* (New York: Henry Holt and Co., 2005). David Anderson, *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire* (New York: W. W. Norton & Company, 2005).

<sup>35</sup> *Report of the Commission of Inquiry into Post-Election Violence* (Nairobi: Government of Kenya, 15 octobre 2008), disponible sur <[http://www.kenyalaw.org/Downloads/Reports/Commission\\_of\\_Inquiry\\_into\\_Post\\_Election\\_Violence.pdf](http://www.kenyalaw.org/Downloads/Reports/Commission_of_Inquiry_into_Post_Election_Violence.pdf)>.

<sup>36</sup> Stephen Sangira, "Matatus Strike Over Return of Mungiki," *The Star*, 22 mars 2011.

<sup>37</sup> Jean-Christophe Servant, "Kikuyus Muscle in on Security & Politics: Kenya's Righteous Youth Militia," *Review of African Political Economy* 34, no. 113 (Sept. 2007), 521-526.

<sup>38</sup> Tom Odula, "Arrest Reported in Kenya Mungiki Beheading Spree," *The Guardian*, 22 août 2007.

<sup>39</sup> "Kenyan police 'killed thousands'," BBC, 25 novembre 2007.

<sup>40</sup> Adam Mynott, "Rule of Law Reels in Kenya," BBC, 6 mars 2009.

<sup>41</sup> Adams Oloo, "Marginalisation and the Rise of Militia Groups in Kenya: the Mungiki and the Sabaot Land Defence Force," dans *Militias, Rebels and Islamist Militants: Human Insecurity and State Crises in Africa* (Pretoria: Institut d'études de sécurité, 2010), 161.

<sup>42</sup> Nzau Musau, "Kibaki Was in Mungiki Talks – ICC," *The Star*, 25 janvier 2012. Oliver Mathenge, "Kibaki Met Mungiki Group – ICC," *The Daily Monitor*, 26 janvier 2012. Bernard Namunane, "Ocampo Six Ordered to Appear at Hague," *Daily Nation*, 8 mars 2011.

<sup>43</sup> Center to Protect Journalists, *Attacks on the Press 2013: Journalism on the World's Front Lines* (New York: Bloomberg Press), 262.

<sup>44</sup> Neela Ghoshal, *Turning Pebbles: Evading Accountability for Post-Election Violence in Kenya* (New York: Human Rights Watch, 2011), 60-61.

<sup>45</sup> *Ibid.*, 61.

<sup>46</sup> *Ibid.*, 22. *Report of the Commission of Inquiry into Post-Election Violence*, 252-258.

<sup>47</sup> Jeremiah Kiplang'at, "Police Officers Abuse New Traffic Laws to Demand Hefty Bribes from Motorists," *Daily Nation*, 17 juin 2013.

<sup>48</sup> *You are All Terrorists: Kenyan Police Abuse of Refugees in Nairobi* (New York: Human Rights Watch, 2013), 2.

<sup>49</sup> Nicholas Kulish et Josh Kron, "Extremist Group Gains Foothold Among Kenyans," *The New York Times*, 10 octobre 2013.

<sup>50</sup> David Smith, "Twitter Helps Save South African Carjacking Victim," *The Guardian*, 11 avril 2012. Pour d'autres exemples d'action collective rendue possible par les technologies, voir Steven Livingston, *Systèmes d'information en évolution sur le continent africain : la voie de la sécurité et de la stabilité*, Rapport d'analyse du CESA N° 2 (Washington, DC: National Defense University Press, mars 2011).

<sup>51</sup> "Ericsson Mobility Report: On the Pulse of the Networked Society," Ericsson, juin 2013, disponible sur <<http://www.ericsson.com/res/docs/2013/ericsson-mobility-report-june-2013.pdf>>.

<sup>52</sup> Peggy Anne Salz, "Praekelt's Jonathan McKay: Africa Leads In 'Participation' Mobile Marketing," MobileGroove, 30 juin 2011, disponible sur <<http://www.mobilegroove.com/praelts-jonathan-mckay-africa-leads-in-participation-mobile-marketing-9700>>.

<sup>53</sup> Madanmohan Rao, *Mobile Africa Report 2011: Regional Hubs of Excellence and Innovation*, MobileMonday, mars 2011, 11, disponible sur <[http://www.mobilemonday.net/reports/MobileAfrica\\_2011.pdf](http://www.mobilemonday.net/reports/MobileAfrica_2011.pdf)>.

<sup>54</sup> Jon Evans, "In Five Years, Most Africans Will Have Smartphones," *TechCrunch*, 9 juin 2012, disponible sur <<http://techcrunch.com/2012/06/09/feature-phones-are-not-the-future/>>. "Ericsson Mobility Report," 7.

<sup>55</sup> Livingston, 2011, 27. Allam Ahmed et Sonny Nwankwo, dir., *Achieving Sustainable Development in Africa: Science, Technology & Innovation Trajectory* (World Association for Sustainable Development (WASD), février 2010).

<sup>56</sup> Elly Okutoyi, "Nokia Partners with Nigeria's CcHub to Launch a Mobile Software Accelerator Academy," *The Next Web* (TNW), 28 mai 2012, disponible sur <<http://thenextweb.com/africa/2012/05/28/nokia-partners-with-nigerias-cchub-to-launch-a-mobile-software-accelerator-academy/>>.

<sup>57</sup> Christopher Davies, "Google Search Requests Growing 50 Percent Each Year in Africa," *African Business Review*, 23 février 2011.

<sup>58</sup> "Internet Usage Statistics for Africa (Africa Internet Usage and Population Stats)," Internet World Stats, disponible sur <<http://www.internetworldstats.com/stats1.htm>>.

<sup>59</sup> "Grameen Foundation Expands Technology Program for Poor Farmers in Uganda," Fondation Grameen, 15 octobre 2009, disponible sur <<http://www.grameenfoundation.org/grameen-foundation-expands-technology-program-poor-farmers-uganda>>.

<sup>60</sup> "Nigeria – Monitoring Supplies," RapidSMS, disponible sur <<http://www.rapidsms.org/case-studies/nigeria-monitoring-supplies-in-a-campaign-setting/>>.

<sup>61</sup> Matt Berg, "Rapid Android (RapidSMS) Launched on Android!" BuildAfrica.org, 12 février 2009, disponible sur <<http://www.buildafrica.org/2009/02/12/rapid-android-rapidsms-launched-on-android/>>.

<sup>62</sup> Matt Peckham, "Foldit Gamers Solve AIDS Puzzle That Baffled Scientists for a Decade," *Time*, 19 septembre 2011.

<sup>63</sup> "Riot: Recommended Charges Against 40 More Rioters," Communiqué de presse des services de police de Vancouver, 21 décembre 2012, disponible sur <<http://mediareleases.vpd.ca/2012/12/21/riot-recommended-charges-against-40-more-rioters/>>.

<sup>64</sup> Alka Marwaha, "Web tool maps Congo conflict," BBC, 10 décembre 2008.

<sup>65</sup> "Conflict, Crime, and Violence Monitoring in Korogocho," Spatial Collective, 15 novembre 2012, disponible sur <<http://www.spatialcollective.com/2012/11/15/conflict-crime-and-violence-monitoring-in-korogocho/>>.

<sup>66</sup> Catie Bailard, Rob Baker, Matt Hindman, Steven Livingston et Patrick Meier, "Mapping the Maps: A Meta-Level Analysis of Ushahidi & Crowdmap," Internews Center for Innovation & Learning, Washington DC, mai 2012, disponible sur <<http://crowdlobe.net/report>>.

<sup>67</sup> "Who We Are," ReclaimNaija, disponible sur <<http://www.reclaimnaija.net/cms/about-us/who-we-are>>.

<sup>68</sup> Federation of Muslim Women's Associations in Nigeria (FOMWAN), disponible sur <<http://www.fomwan.org/>>.

<sup>69</sup> Stephanie Strom, "Web Sites Shine Light on Petty Bribery Worldwide," *The New York Times*, 6 mars 2012.

<sup>70</sup> Site Internet I Paid a Bribe, disponible sur <<http://www.ipaidabribe.com/>>.

<sup>71</sup> Site Internet StoptheBribes!, disponible sur <<http://www.stopthebribes.net>>. À noter que l'auteur a joué un rôle dans le début de la réalisation de cette initiative. Il est membre du conseil consultatif StoptheBribes! de la Fondation CLEEN à Lagos.

<sup>72</sup> "Safety in Our Hands: Innovations in Community Security Using Mobile Technology," STATT Consulting, avril 2013, disponible sur <<http://www.statt.net/wp-content/uploads/2013/04/STATT-Promoting-Community-Safety-through-Mobile-Technology.pdf>>.

<sup>73</sup> Site Internet de TechWomen, disponible sur <<http://www.techwomen.org>>.

<sup>74</sup> "Measuring the Effects of Displacement in Northern Uganda," GeoEye Foundation, disponible sur <<http://geoeye.mediaroom.com/index.php?s=27291>>.

<sup>75</sup> "Police - Going Digital for Better Security," *Vanguard*, 17 juin 2011.

<sup>76</sup> "Kenya: SOS by SMS," IRIN, 3 août 2010.

<sup>77</sup> En 2012, GeoEye a été acquis par Digital Globe, son principal concurrent. Steven Overly, "GeoEye, DigitalGlobe combine in \$900M deal," *The Washington Post*, 23 juillet 2012.

<sup>78</sup> "Nigeria: Satellite Images Reveal Massive Destruction in Baga," Human Rights Watch, 1<sup>er</sup> mai 2013, disponible sur <<http://multimedia.hrw.org/distribute/jgqxzdoph>>.

<sup>79</sup> "Policeman Caught Extorting Motorist On Camera Dismissed," *Punch*, 7 août 2013.

<sup>80</sup> Site Internet de Nigeria Police Watch, disponible sur <<http://www.nigeriapolicewatch.com/>>.

<sup>81</sup> "About Us," site Internet de BribeNigeria, disponible sur <<http://www.bribenigeria.com/about-us/>>.

## Remerciements

Je tiens à remercier tous ceux qui au Nigeria, en Afrique du Sud, au Kenya, en Ouganda et aux États-Unis ont pris le temps de me parler, souvent lorsque je me présentais sans leur donner beaucoup de temps pour se préparer - ou même à l'improviste. Des agents de police, des juges, des membres de groupes communautaires, des prisonniers, des universitaires, des défenseurs des droits et de simples citoyens ont tous fourni leurs contributions respectives à cette étude. Je suis naturellement responsable des erreurs qui se trouvent dans ses pages. Je tiens à remercier en particulier Innocent Chukwuma, le fondateur et l'ancien directeur de la Fondation CLEEN au Nigeria, qui m'a aidé à comprendre les liens entre la criminalité et l'inconduite de la police et a organisé plusieurs jours d'entretiens et de visites de commissariats de police et de prisons à Lagos et dans ses environs. Raphael Mbaegbu, qui travaille aussi pour la Fondation CLEEN, m'a accompagné pendant ces visites. Ses collègues et lui-même ont été une grande source d'inspiration et d'informations. Je vous remercie en particulier de votre aplomb pendant les négociations qui nous ont permis de nous sortir de plusieurs situations épineuses.

En Afrique du Sud, Gareth Newham, directeur du Département de la gouvernance, la criminalité et la justice à l'Institut d'études de sécurité au Cap, m'a beaucoup aidé et il m'a accordé énormément de temps. Grâce à lui, j'ai pu m'entretenir avec d'importantes personnalités, et j'ai puisé dans ses nombreuses publications pendant que je préparais cette étude. Neela Ghoshal de Human Rights Watch m'a beaucoup aidé à percevoir et à comprendre la situation générale de la sécurité et du maintien de l'ordre au Kenya. Mon ami et collègue Primož Kovačič, cofondateur de Spatial Collective, a facilité ma visite des bidonvilles parfois inquiétants et dangereux de Nairobi. J'ai une dette de reconnaissance envers lui et envers les nombreux habitants de Mathare qui se sont occupés de moi. Denis Richardson, le directeur général de CLS Ltd. à Kampala m'a été d'un grand secours pour organiser des visites de projets de TIC à travers



l'Ouganda. Kimberly Easson a énormément influencé la façon dont je considère la question du développement économique du Sud. Ses observations ont été un enseignement et sa passion a été une inspiration pour moi. Mes collègues de l'École des médias et des affaires publiques de l'Université George Washington sont une source constante de réflexion et d'inspiration. Et j'ai été particulièrement content d'avoir la compagnie de W. Lance Bennett, mon ami de trente ans, pendant la découverte de ce nouveau monde captivant de l'action collective. Merci de m'avoir montré le chemin une fois de plus. Les observations faites par Bruce Bimber il y a dix ans sont à l'origine d'une grande partie de ce que je pense aujourd'hui. L'enthousiasme sans borne et la générosité intellectuelle de Gregor Walter-Drop m'ont aidé à clarifier mes pensées parfois embryonnaires. Davin O'Regan, associé de recherche au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, a fait un grand nombre de contributions cruciales à cette étude, y compris des suggestions très utiles au début et plusieurs contributions substantielles pendant la préparation de la version finale du manuscrit. Je tiens également à remercier Joseph Siegle, directeur de recherche au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, pour sa persévérance dans l'achèvement de cette étude. À chaque étape de la préparation, il m'a donné des conseils précieux. Travailler avec lui ces dernières années, pour réaliser cette étude ou d'autres projets, m'a été d'une extraordinaire utilité. Il a enrichi mon raisonnement sur l'action collective, les technologies et l'État. Je vous remercie.

## **Au sujet de l'auteur**

Steven Livingston est professeur de médias et d'affaires publiques ainsi que d'affaires internationales à l'Université George Washington. Ses travaux ont été publiés dans d'influents revues scientifiques et il a codirigé la publication de l'ouvrage qui doit paraître prochainement *Bits and Atoms: Information and Communication Technology in Areas of Limited Statehood* (Oxford University Press, 2013). Vous pouvez le joindre à l'adresse [sliv@gwu.edu](mailto:sliv@gwu.edu).

## **CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

Directeur par intérim : Michael E. Garrison  
National Defense University  
300 Fifth Avenue, Building 20  
Fort Lesley J. McNair  
Washington, D.C. 20319-5066  
Téléphone : +1 202 685 7300  
Site Internet : [www.africacenter.org](http://www.africacenter.org)

## **BUREAU RÉGIONAL DU CESA, AFRIQUE DE L'EST**

Directeur : Brad Anderson  
U.S. Embassy  
Entonto Street  
P.O. Box 1014  
Addis-Abeba, Éthiopie  
Téléphone : +251 11 130 6683

## **BUREAU RÉGIONAL DU CESA, AFRIQUE DE L'OUEST**

Directeur : Gerald Lefler  
Petit Ngor  
B.P. 49  
Dakar, Sénégal  
Téléphone : +221 33 879 4518

## **RAPPORTS D'ANALYSE DU CESA**

Directeur de recherche : Joseph Siegle, Ph.D.  
Téléphone : +1 202 685 6808  
Mail : [Sieglej@ndu.edu](mailto:Sieglej@ndu.edu)

